

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3216

3 novembre 2014

SOMMAIRE

Air Print S.A.	154326	Chandela Trust S.à r.l.	154365
Albanel S.A.	154326	Cheval Blanc Capital S.A.	154327
Aldabra Consulting S.A.	154326	Citadel Services PSF S.à r.l..	154329
Alexandre Immo International S.A.	154323	Clinique La Prairie Research S.A.	154331
Alquity SICAV	154323	Comprehensive Holdings Corporation S.A., SPF	154330
Alquity SICAV	154324	Cybel Carbon	154331
Alto Diffusion S.à r.l.	154322	DHH Colnv Insight S.à r.l.	154330
AMCI Worldwide S.à r.l.	154324	Fifof 1 S. à r.l.	154332
Aqua Isolation s.à r.l.	154324	Grünergie S.A.	154332
Arada Luxembourg S.A.	154331	Helvetia Communication Participations S.A.	154332
ARLON Holding Sàrl	154325	HF Cay Insight S.à r.l.	154332
ASE Finance II S.à r.l.	154325	Horus Fund S.A.	154331
Bastet Investissements S.A.	154328	Hotel & Resort Investment	154364
Baumanagement & Büroservicing SA ...	154328	Kings Cross Student Housing S.à r.l.	154335
Bertes S.A.	154322	Neurato Investments S.à r.l.	154368
BH Advisors S.A.	154340	Prax Capital China Growth Fund III, S.C.A., SICAR	154333
Blicon S.A.	154324	St. Jude Medical Luxembourg Holdings II	154335
Brain Corp S.A.	154327	ST Networks Holdings S.à r.l.	154344
Brooklyn Capital S.à r.l.	154323	Sustainable Development Fund, S.C.A., SI- CAR	154340
BT Global Services Luxembourg S.à r.l.	154326	Symbio S.A.	154362
Caesar International	154329	Symphony Shipping S.A.	154322
Caesar International	154328	Teal 1 S.à r.l.	154365
Cafina	154329	Terraqua S.à r.l.	154322
Centrale Agricole du Marketing et des Echanges	154330	Tyco Electronics Finance S.à r.l.	154368
CF Consulting S.à r.l.	154325		
CG Capital S.A.	154327		
Chandela (Lux) S.à r.l.	154330		
Chandela (Management) G.m.b.H.	154329		

Symphony Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5553 Remich, 26-28, Quai de la Moselle.
R.C.S. Luxembourg B 137.438.

Le bilan arrêté au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151247/10.

(140172252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Terraqua S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2529 Howald, 2-4, rue des Scillas.
R.C.S. Luxembourg B 117.933.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TERRAQUA S.à r.l.

Référence de publication: 2014151269/10.

(140171921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Alto Diffusion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 66, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 95.634.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03/10/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014152548/12.

(140175147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Bertes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 55.683.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue en date du 02 Octobre 2014

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 02 Octobre 2014 que:

- le siège social de la société est transféré du 3-7 rue Schiller L-2519 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, avec effet immédiat.

- Les administrateurs M. Claude ZIMMER, M. Hendrik H.J. KEMMERLING et M. Rob SONNENSCHNEIN sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- L'administrateur LuxGlobal Management S.à r.l., société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014. Représentant permanent M. Rob SONNENSCHNEIN domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- La société Zimmer & Partners S.A, société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B151.507 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} Septembre 2014.

Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014152578/22.

(140175274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Brooklyn Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2267 Luxembourg, 18, rue d'Orange.

R.C.S. Luxembourg B 165.250.

Le siège social de la société, Stichting Brooklyn Capital est transféré de «Amsteldijk 166, 1079 LH Amsterdam, Netherlands» au «De Boelelaan 7 1083 HJ Amsterdam, The Netherlands» avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014152569/13.

(140174811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Alexandre Immo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3313 Bergem, 76, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 120.066.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Schiffflange, le 01/10/2014

Le Conseil d'Administration de la société ALEXANDRE IMMO INTERNATIONAL SA inscrite au RC sous le numéro B120.066, réuni au siège de la prédite société le 1^{er} octobre 2014, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

1. transférer le siège social de la société de L.3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin rue des Artisans à L.3313 BERGEM, 76 Grand Rue à compter du 1^{er} octobre 2014.

1. Constaté le changement de l'adresse du commissaire aux comptes Fiduciaire Euro Conseil Entreprise S.A. de L. 3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin rue des Artisans à L.3313 BERGEM, 76 Grand Rue à compter du 1^{er} octobre 2014

Pour extrait conforme

Schiffflange, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014152543/16.

(140175116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Alquity SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8217 Mamer, 41, Op Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 152.520.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société tenue en date du 1^{er} Octobre 2014 que:

1. Le Conseil d'Administration de la Société est composé des personnes suivantes:

Administrateurs

- William JONES, administrateur, avec adresse professionnelle au 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg - Grand-Duché de Luxembourg;

- Paul ROBINSON, administrateur, avec adresse professionnelle au Uglan House, South Church Street, George Town, Iles Caïmanes;

- Paul FREER, administrateur, avec adresse professionnelle au 66th Floor, Suite 01, The Center, 99 Queens Road, Central, Hong Kong.

2. KPMG Audit, avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé en tant que Réviseur de la Société.

Les mandats des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises viendront à échéance lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle de la Société appelée à statuer sur l'exercice clôturé au 30 juin 2015.

Mamer, le 3 octobre 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014152544/25.

(140174765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Alquity SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8217 Mamer, 41, Op Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 152.520.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014152545/9.
(140174766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Aqua Isolation s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3383 Noertzange, 5, Cité Beaulieu.
R.C.S. Luxembourg B 179.392.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014152552/9.
(140175010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

AMCI Worldwide S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 776.834,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 139.094.

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 octobre 2014.
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.
Ludovic Trogliero
Mandataire
Référence de publication: 2014152549/14.
(140174950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Blicon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 53.207.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue en date du 02 Octobre 2014

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 02 Octobre 2014 que:

- le siège social de la société est transféré du 3-7 rue Schiller L-2519 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, avec effet immédiat.
- Les administrateurs M. Claude ZIMMER, M. Hendrik H.J. KEMMERLING et M. Rob SONNENSCHNEIN sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.
- L'administrateur LuxGlobal Management S.à r.l. société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014. Représentant permanent M. Rob SONNENSCHNEIN domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.
- La société Zimmer & Partners S.A, société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B151.507 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} Septembre 2014.

Extrait sincère et conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2014152580/22.
(140175298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

CF Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 175.913.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 29 septembre 2014

Madame Christine FORNAROLI, née à Verviers (Belgique), le 24 novembre 1968, demeurant au 50, Am Bongert, L-1270 Luxembourg, gérant et associée unique de la société CF Consulting S.à r.l., vous informe du transfert du siège social de la société avec effet au 1^{er} octobre 2014.

La nouvelle adresse du siège social, à compter du 1^{er} octobre 2014 est:

46 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte

L-1330 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014152618/17.

(140174504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

ASE Finance II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 186.521.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société

Il résulte de la décision prise par l'associé unique de la Société en date du 1^{er} septembre 2014 qu'a été acceptée:

- la démission de Mr Cliff Langford de son poste de gérant de la Société avec effet au 31 août 2014;

- la nomination de Mme Miranda Lansdowne, née le 03 octobre 1974 à Rugby, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 2a, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014152558/18.

(140175285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

ARLON Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.400.000,00.

Siège social: L-8210 Luxembourg, 106, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 176.271.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, que l'associé unique de la Société, F. Van Lanschot Bankiers N.V., a transféré la totalité des 3.400 parts sociales qu'il détenait dans la Société avec effet au 29 septembre 2014, à:

- Zenin S.A., società anonima, constituée et régie selon les lois de Suisse, ayant son siège social à l'adresse suivante: 5 Via G. Bagutti, 6900 Lugano, Suisse et immatriculée auprès du Handelsregisteramt Kanton Tessin sous le numéro CH-514.3.012.777-1.

Les parts sociales de la Société sont désormais réparties comme suit:

Zenin S.A. 3.400 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

ARLON Holding SARL

Signature

Référence de publication: 2014152557/19.

(140175016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Air Print S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 56.221.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014152538/10.

(140174631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Aldabra Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 117.911.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014152541/10.

(140174612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

BT Global Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, avenue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 71.901.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Rodrigo Benito Alonso
Gérant

Référence de publication: 2014152587/12.

(140174574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Albanel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 20.230.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenue en date du 02 Octobre 2014

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 02 Octobre 2014 que:

- le siège social de la société est transféré du 3-7 rue Schiller L-2519 Luxembourg au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, avec effet immédiat.

- Les administrateurs M. Claude ZIMMER, M. Hendrik H.J. KEMMERLING et M. Rob SONNENSCHNEIN sont domiciliés professionnellement au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- L'administrateur LuxGlobal Management S.à r.l., société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B159.893 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014. Représentant permanent M. Rob SONNENSCHNEIN domicilié professionnellement au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

- La société Zimmer & Partners S.A, société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B151.507 est transféré au 50, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg et ce, avec effet au 1^{er} Septembre 2014.

Extrait sincère et conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2014152540/22.

(140175238) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

CG Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 168.359.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Annuelle tenue exceptionnellement le 23 septembre 2014

- La société Deloitte Audit, Société à Responsabilité Limitée (RCS Luxembourg B 67895; siège social: 560 rue de Neudorf L-2220 Luxembourg) est nommée en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé en remplacement de Deloitte S.A. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire approuvant les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Certifié sincère et conforme

Pour CG CAPITAL S.A.

Référence de publication: 2014152619/14.

(140174224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Brain Corp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3313 Bergem, 76, Grand Rue.
R.C.S. Luxembourg B 170.215.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Schifflange, le 01/10/2014

Le Conseil d'Administration de la société BRAIN CORP SA inscrite au RC sous le numéro B170.215, réuni au siège de la prédite société le 1^{er} octobre 2014, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

1. transférer le siège social de la société de L.3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin rue des Artisans à L.3313 BERGEM, 76 Grand Rue à compter du 1^{er} octobre 2014.

2 Constaté le changement de l'adresse du commissaire aux comptes Fiduciaire Euro Conseil Entreprise S.A. de L. 3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin rue des Artisans à L.3313 BERGEM, 76 Grand Rue à compter du 1^{er} octobre 2014

Pour extrait conforme

Schifflange, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014152585/16.

(140175131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Cheval Blanc Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 80.576.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 30 avril 2014

1. Le mandat d'administrateur-délégué et de président du conseil d'administration de M. Gérard MATHEIS, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 4 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, est reconduit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

2. Le mandat d'administrateur de M. Jean FELL, né à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg), le 9 avril 1956, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, est reconduit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

3. Le mandat d'administrateur de M. Roberto CHIAPPALONE, né à Metz (France), le 15 mai 1978, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, est reconduit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

4. Le mandat de commissaire aux comptes de la société KOHNEN & ASSOCIES S.à r.l., société à responsabilité limitée, avec siège social à L-1930 Luxembourg 62, avenue de la Liberté, est reconduit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2019.

Luxembourg, le 03 octobre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CHEVAL BLANC CAPITAL S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014152625/24.

(140174676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Bastet Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 178.887.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014152575/10.

(140174775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Caesar International, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 174.084.

A dater de ce jour, la société PUNDAMILIA FAMILY OFFICE SARL démissionne de ses fonctions d'administrateur et administrateur-délégué de la société suivante:

CAESAR INTERNATIONAL S.A. - RC SL n°B.174.084.

Avant son siège social au L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon

Strassen, le 02 Octobre 2014.

Ariane VANSIMPSEN

Gérante

Référence de publication: 2014152608/14.

(140174881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Baumanagement & Büroservicing SA, Société Anonyme.

Siège social: L-6673 Merttert, 43, Cité Pierre Frieden.
R.C.S. Luxembourg B 75.125.

Auszug aus dem Sitzungsprotokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 8. September 2014

Punkt 1

Die Versammlung beschließt einstimmig die Abberufung der folgenden Verwaltungsratsmitglieder:

- Frau Nadine HIRTT, wohnhaft in L-6673 Merttert, 43, Cité Pierre Frieden
- Frau Maria MULLER, wohnhaft in D-54329 Konz, 40, Weinbergstrasse
- Herr Felix MULLER, wohnhaft in D-54329 Konz, 40, Weinbergstrasse

Punkt 2

Die Aktionäre beschließen einstimmig die Ernennung der folgenden Personen zu Verwaltungsratsmitgliedern:

- Herr Turgay GÜR, wohnhaft in L-6868 Wecker, 73, Duchscherstrooss
- Herr Mesüt KORKAMAZ, wohnhaft in D-47441 Moers, 15, Leipzigerstrasse
- Herr Bodo MÜLLER, wohnhaft in D-54329 Konz, 40, Weinbergstrasse

Die Mandate der soeben ernannten Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2016 stattfinden wird.

Punkt 3

Die Versammlung stellt fest dass der Name des Delegierten zur täglichen Geschäftsführung wie folgt lautet

- Bodo MÜLLER

Punkt 4

Die Versammlung beschließt die Wiederwahl des Rechnungskommissars

- ACCOUNT DATA EUROPE S.A. mit Sitz in L-6793 Grevenmacher, 77, route de Trèves,

Das Mandat des soeben ernannten und wiedergewählten Rechnungskommissars endet mit der ordentlichen Generalversammlung die im Jahre 2016 stattfinden wird.

Für gleichlautenden Auszug

Der Vorsitzende der Generalversammlung

Référence de publication: 2014152576/30.

(140175221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Cafina, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 50.317.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2014152610/10.

(140174796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Chandela (Management) G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 129.107.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société prise en date du 2 octobre 2014, qu'il a été mis fin au mandat de gérant de la Société de Mr. David Heaney et de M. Martin John Pugh avec effet immédiat

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Chandela (Management) GmbH

Référence de publication: 2014152621/12.

(140174420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Caesar International, Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 174.084.

A dater du 02 Octobre 2014, la société GRAHAM THOMAS INVEST S.A. démissionne de sa fonction de Commissaire aux Comptes de la société suivante:

CAESAR INTERNATIONAL SA - RCSL n° B.174.084

Ayant son siège social au L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon

Strassen, le 02 Octobre 2014.

Michel Vansimpsen

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014152609/14.

(140174881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Citadel Services PSF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 147.824.

EXTRAIT

La société PricewaterhouseCoopers, Société coopérative (R.C.S. B 65 477) a été nommée en qualité de cabinet de révision agréé par décision du conseil de gérance en date du 1^{er} Octobre 2014, pour une durée indéterminée à compter de l'exercice social ayant débuté le 1^{er} janvier 2014, en remplacement de la société BDO Audit, Société Anonyme.

Cabinet de révision agréé:

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative

400, route d'Esch

L-1471 Luxembourg

Pour extrait conforme

S. BAKER

Managing Director

Référence de publication: 2014152628/18.

(140174761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Chandela (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 127.838.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société prise en date du 2 octobre 2014, qu'il a été mis fin au mandat de gérant de la Société de Mr. David Heaney et de M. Martin John Pugh avec effet immédiat

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Chandela (Lux) S.à r.l.

Référence de publication: 2014152620/12.

(140174391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Central Marketing S.à r.l., Centrale Agricole du Marketing et des Echanges, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7590 Mersch, 44, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 6.962.

A partir du 1^{er} octobre 2014, l'adresse du siège social de la société est la suivante:

44, rue de la Gare L-7590 MERSCH

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 2 octobre 2014.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014152612/13.

(140174467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Comprehensive Holdings Corporation S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 9.954.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014152639/14.

(140174500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

DHH Colnv Insight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 183.389.

Par résolutions signées en date du 22 septembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Evelyn Theis, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat;

- nomination de Kathleen Becker, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014152676/15.

(140175015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Clinique La Prairie Research S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 27.016.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014152635/9.

(140175180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Horus Fund S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 179.742.

La nouvelle adresse de CONCILIUM S.À R.L., Commissaire aux comptes de la société HORUS FUND S.A. est la suivante: 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HORUS FUND S.A.

Référence de publication: 2014152829/11.

(140174746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Arada Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3313 Bergem, 76, Grand Rue.

R.C.S. Luxembourg B 139.623.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Schifflange, le 01/10/2014

Le Conseil d'Administration de la société ARADA LUXEMBOURG SA inscrite au RC sous le numéro B139.623, réuni au siège de la prédite société le 1^{er} octobre 2014, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

1. transférer le siège social de la société de L.3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin rue des Artisans à L.3313 BERGEM, 76 Grand Rue à compter du 1^{er} octobre 2014.

1. Constaté le changement de l'adresse du commissaire aux comptes Fiduciaire Euro Conseil Entreprise S.A. de L. 3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin rue des Artisans à L.3313 BERGEM, 76 Grand Rue à compter du 1^{er} octobre 2014

Pour extrait conforme

Schifflange, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014152553/16.

(140175120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Cybel Carbon, Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 160.876.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 26 septembre 2014

En date du 26 septembre 2014, l'Assemblée décide d'accepter la démission de la société WBA S.A. de son mandat de Commissaire aux Comptes de la Société avec effet au 13 mars 2014.

A cette même date, l'Assemblée décide de nommer la société Hoche Partners Trust Services S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B110094 en tant que nouveau Commissaire aux Comptes de la Société avec effet au 13 mars 2014 pour une durée de six ans.

L'Assemblée décide également de renommer le mandat de Madame Neila Choukri en tant qu'Administrateur délégué de la Société pour une durée de six ans.

Pour extrait

Pour la Société

Référence de publication: 2014152648/18.

(140174677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Helvetia Communication Participations S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 97.687.

Par la présente, Alter Domus Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en sa qualité de domiciliataire, dénonce, avec effet immédiat, le siège social de la société HELVETIA COMMUNICATION PARTICIPATIONS S.A. immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B97687.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2014152822/12.

(140174579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Grünergie S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 13, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 99.848.

EXTRAIT

Par décision de l'administrateur unique de la société en date du 1^{er} octobre 2014, le siège social de la société est transféré avec effet immédiat du 7A, rue des Glacis, L-1628 Luxembourg, au 13, rue des Bains, L-1212 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Pour Grünergie S.A.

Référence de publication: 2014152807/13.

(140174736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Fifof 1 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 16.000,00.**

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 124.970.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la Société

FIFOF 1 S.à r.l.

Référence de publication: 2014152761/14.

(140174457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

HF Cay Insight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 40.831,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 187.879.

Par résolutions signées en date du 22 septembre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Evelyn Theis, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat;

- nomination de Kathleen Becker, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014152824/15.

(140175022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Prax Capital China Growth Fund III, S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 146.911.

In the year two thousand fourteen, on the nineteenth of September.

Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There was held

and extraordinary general meeting of the shareholders (the "General Meeting") of Prax Capital China Growth Fund III, S.C.A., SICAR, a private partnership company "société en commandite par actions" qualifying as an investment company in risk capital, duly incorporated by a deed of Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, in replacement of the undersigned notary, dated June 16, 2009, registered with the Companies and Trade Register of Luxembourg under the number B 146911 and published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1369 on July 16, 2009. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on March 22, 2012, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1475 on June 13, 2012.

The General Meeting is opened 3.20 p.m. under the chairmanship of Mr. Marco Ruiz, residing professionally in Luxembourg.

The Chairman designates as secretary Mr. Antonio Jimenez, residing professionally in Luxembourg.

The General Meeting elected as scrutineer Mrs Marta Solé, residing professionally in Luxembourg all present and agreed.

The board of the General Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requested the notary to state that:

I. the agenda of the General Meeting is the following:

Agenda:

I. Amendment of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 7 "Share capital" in order to add a new letter (h) with the following wording:

"(h) The General Partner will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Company, or by the AIFM of the Company with respect to the Company, as the case may be, to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Company's Memorandum.";

II. Amendment of the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 12 "Determination of the net asset value" so that the Net Asset Value of each Class of Shares will be determined by the AIFM under its own responsibility, and the replacement of the term "General Partner" by the term "AIFM" throughout the wording of the article;

III. Amendment of the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 15 "Powers of the general partner" in order to add the following paragraphs at the end of such article:

"In particular, the General Partner will appoint an alternative investment fund manager (the "AIFM") in compliance with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and implementing the Directive 2011/61/EU (the "2013 Law") through an alternative investment fund management agreement as further described in the Memorandum.

The AIFM will (subject to the overall supervision, approval and direction of the General Partner) undertake portfolio management, valuation, administrative, distribution and risk management activities for the Company, subject to the investment objective and policies set by the General Partner and as set out in the Memorandum.";

IV. Amendment of the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 19 "Custodian" so as to read as follows:

" **Art. 19. Depositary.** The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2004 Law and the 2013 Law (the "Depositary").

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided by the 2004 Law and the 2013 Law.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entity that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company shall be expressly authorised to discharge in writing the Depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM of the Company, as the case may be, to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19(14) of the 2013 Law are met.

If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal. Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the Depositary, but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.”;

V. Restatement of the Articles, to reflect the foregoing resolutions; and

VI. Miscellaneous.

II. the names of the shareholders present at the meeting or represented by proxy, the proxies of the shareholders represented as well as the number of shares held by each shareholder are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented and the members of the board of the meeting, will remain attached to the present document and registered therewith.

III.- pursuant to the attendance list, out of one (1) General Partner Share in issue, and 1,427,935.00 Ordinary Shares in issue, one (1) General Partner Share in issue, and 800,375.00 Ordinary Shares are present or represented at the Meeting.

IV.- pursuant to Article 20 paragraph 2 of the Articles of Incorporation, resolutions for items I and V of the agenda have to be passed with (i) a quorum of fifty (50) percent of the share capital, (ii) the approval of a majority vote of at least two-thirds (2/3) of the share capital present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

V. the shareholders being all registered, convening notice has been sent by registered mail on August 29, 2014 to all shareholders.

VI.- the present meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

After duly considering the item of the agenda, the General Meeting took the following resolutions by 97.13% voting in favour and 2.87% abstained:

First resolution

The meeting decides to amend the articles of incorporation of the Company (the “Articles”) in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 7 “Share capital” in order to add a new letter (h) with the following wording:

“(h) The General Partner will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Company, or by the AIFM of the Company with respect to the Company, as the case may be, to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Company’s Memorandum.”

Second resolution

The general meeting decides to amend the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 12 “Determination of the net asset value” so that the Net Asset Value of each Class of Shares will be determined by the AIFM under its own responsibility, and the replacement of the term “General Partner” by the term “AIFM” throughout the wording of the article.

Third resolution

The general meeting decides to amend the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 15 “Powers of the general partner” in order to add the following paragraphs at the end of such article:

“In particular, the General Partner will appoint an alternative investment fund manager (the “AIFM”) in compliance with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and implementing the Directive 2011/61/EU (the “2013 Law”) through an alternative investment fund management agreement as further described in the Memorandum.

The AIFM will (subject to the overall supervision, approval and direction of the General Partner) undertake portfolio management, valuation, administrative, distribution and risk management activities for the Company, subject to the investment objective and policies set by the General Partner and as set out in the Memorandum.”

Fourth resolution

The general meeting decides to amend the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 19 “Custodian” so as to read as follows:

“ **Art. 19. Depositary.** The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2004 Law and the 2013 Law (the “Depositary”).

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided by the 2004 Law and the 2013 Law.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entity that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company shall be expressly authorised to discharge in writing the Depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments

to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM of the Company, as the case may be, to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19(14) of the 2013 Law are met.

If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal. Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the Depositary, but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.”

Fifth resolution

The general meeting decides the restatement of the Articles, to reflect the foregoing resolutions.

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

Signé: M. RUIZ, A. JIMENEZ, M. SOLÉ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 septembre 2014. Relation: LAC/2014/43878. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150299/135.

(140171629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Kings Cross Student Housing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 111.572.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil de Gérance de la Société tenue en date du 29 septembre 2014 que:

Le siège social de la Société a été transféré du 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec effet au 29 septembre 2014.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150950/13.

(140172566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

St. Jude Medical Luxembourg Holdings II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 5.501.240,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 189.971.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of September, before Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

were adopted the resolutions of the sole shareholder of St. Jude Medical Luxembourg Holdings II S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 189971 (the Company).

The Company was incorporated on 27 August 2014 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Luxembourg official gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (the Official Gazette). The articles of association of the Company (the Articles) have been not amended since the incorporation of the Company.

THERE APPEARED:

St. Jude Medical Inc., a corporation incorporated and existing under the laws of Minnesota, United States of America, having its registered office at One St. Jude Medical Drive, St. Paul, Minnesota 55117-9983, United States of America, and registered with the Secretary of State of Minnesota under registration number 2U-65 (the Sole Shareholder),

duly and validly represented for the purpose hereof by Maître Laura Hominal, lawyer, with professional address at 33, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting in the name and on behalf of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, duly and validly represented as stated above, has requested the undersigned notary to record that:

I. all the twenty thousand (20,000) shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each, representing the entire share capital of the Company amounting to twenty thousand United States dollars (USD20,000) are present or duly and validly represented, so that the Sole Shareholder may validly resolve on all the items composing the Agenda (as this term is defined below);

II. the Sole Shareholder has been called in order to resolve on the items contained in the following agenda (the Agenda):

(1) Increase of the share capital of the Company by an aggregate amount of five million five hundred and one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,501,240) in order to bring it from its current amount of twenty thousand United States dollars (USD20,000) up to a new amount of five million five hundred twenty-one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,521,240) through the creation and issuance of five million five hundred and one thousand two hundred forty (5,501,240) shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each, which subscription shall be entirely reserved to St. Jude Medical, Inc. and which shall be fully paid-up by the latter through the completion of a contribution of one hundred per cent. (100%) of its membership interests in SJM US Three LLC held by St. Jude Medical, Inc. to the benefit of the Company, representing an aggregate contribution value of five hundred fifty million one hundred twenty-four thousand United States dollars (USD550,124,000);

(2) Redemption of twenty thousand (20,000) shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each, and correlative decrease of the share capital of the Company by an aggregate amount of twenty thousand United States dollars (USD20,000) in order to bring it from its current amount of five million five hundred twenty-one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,521,240) down to a new amount of five million five hundred and one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,501,240);

(3) Amendment of article 6.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the changes performed to the share capital of the Company contemplated under items (1) and (2) above;

(4) Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority granted to any manager of the Company and/or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, to individually, with full power of substitution, proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shares of the Company and to see to any formalities required, necessary or useful in connection therewith; and

(5) Miscellaneous.

III. the Sole Shareholder hereby takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an aggregate amount of five million five hundred and one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,501,240) in order to bring it from its current amount of twenty thousand United States dollars (USD20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each, up to a new amount of five million five hundred twenty-one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,521,240), through the creation and issuance of five million five hundred and one thousand two hundred forty (5,501,240) new shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each.

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, duly and validly represented for the purpose hereof as stated above, hereby expressly subscribes for five million five hundred and one thousand two hundred forty (5,501,240) new shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each (together, the New Shares), representing an aggregate subscription price of five million five hundred and one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,501,240) which shall be allocated to the credit of the share capital account (compte 101 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Capital souscrit) of the Company.

The New Shares shall be fully paid up by the Sole Shareholder through the completion of a contribution in kind consisting of one hundred per cent. (100%) of the membership interests of SJM US Three LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington New Castle, Delaware 19801, United States of America,

and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under registration number 5593214 (respectively the Contribution and the Contributed Assets).

A portion of the Contribution, in an aggregate amount of five million five hundred and one two hundred forty United States dollars (USD5,501,240), shall be allocated to the share capital account (compte 101 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Capital souscrit) of the Company in order to fully pay-up the New Shares.

The aggregate contribution value and free transferability of the Contributed Assets contributed by the Sole Shareholder to the Company are supported by a certificate of free transferability, contribution, allocation and valuation issued by the Sole Shareholder (the Certificate) to the Company, which confirms inter alia that the aggregate contribution value of the Contributed Assets amounts to five hundred fifty million one hundred twenty-four thousand United States dollars (USD550,124,000) and that the legal and beneficial ownership of the Contributed Assets, with full title guarantee, may be freely transferred by the Sole Shareholder to the benefit of the Company, as such Certificate has been shown to the undersigned notary.

On the basis of the Certificate, it appears that the subscription amount in relation to the issuance of the New Shares has been fully paid, so that the same are therefore fully paid-up further to the completion of the Contribution.

The Sole Shareholder therefore expressly resolves to issue and hereby issues to itself five million five hundred and one thousand two hundred forty (5,501,240) shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each, in its capacity as Sole Shareholder of the Company and sole subscriber for the New Shares.

All the New Shares have been fully paid up by the Sole Shareholder to the Company through the Contribution.

As the result of the above, the share capital of the Company shall amount to five million five hundred twenty-one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,521,240) represented by five million five hundred twenty-one thousand two hundred forty (5,521,240) shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each, all of which are entirely held by the Sole Shareholder.

Second resolution

Further to the adoption of the foregoing resolution, the Sole Shareholder resolves (i) to proceed with the redemption of twenty thousand (20,000) shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each, representing an aggregate redemption price of twenty thousand United States dollars (USD20,000), and (ii) to subsequently reduce the share capital of the Company by an aggregate amount of twenty thousand United States dollars (USD20,000) in order to bring it from its current amount of five million five hundred twenty-one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,521,240) down to a new amount of five million five hundred and one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,501,240), represented and divided into five million five hundred and one thousand two hundred forty (5,501,240) shares of the Company, with a nominal value of one United States dollar (USD1) each, and with such rights and obligations as set out in the Articles.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 6.1 of the Articles which shall now read as follows:

" **6.1. Outstanding share capital.** The share capital of the Company is set at five million five hundred and one thousand two hundred forty United States dollars (USD5,501,240), represented by five million five hundred and one thousand two hundred forty (5,501,240) shares with a nominal value of one United States dollar (USD1) each (each a Share and together the Shares)."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shares of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorises any manager of the Company and/or any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, each one of them acting individually, with full power of substitution under their sole signature, proceed in the name and on behalf of the Company, to the registration in the register of shares of the Company, including, for the avoidance of doubt, the signature of said register, of the changes mentioned under the resolutions above.

The Sole Shareholder further resolves to grant power and authority to any lawyer or employee of Allen & Overy, société en commandite simple, to see to any formalities in connection with the issuance of the New Shares by the Company to the Sole Shareholder, as outlined above, with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) and the relevant publication in the Official Gazette and more generally, to accomplish any and all formalities which may be required, necessary or simply useful in connection with and for the purpose of the implementation of the above resolutions.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the proxyholder of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same proxyholder of the Sole Shareholder and in case of divergences between the English and French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this notarial deed.

This notarial deed, having been read to the proxyholder of the Sole Shareholder, who is known to the notary by its surname, name, civil status and residences, the said proxyholder of the Sole Shareholder signed the present deed together with the notary.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze (2014), le dix-neuvième (19^{ème}) jour du mois de Septembre, par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

ont été adoptées les résolutions de l'associé unique de St. Jude Medical Luxembourg Holdings II S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 189971 (la Société).

La Société a été constituée le 27 août 2014 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, non encore publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Journal Officiel). Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

A COMPARU:

St. Jude Medical Inc., une société constituée et existant conformément aux lois du Minnesota, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au One St. Jude Medical Drive, St. Paul, Minnesota 55117-9983, Etats-Unis d'Amérique, et immatriculée auprès du Secratry of State of Delaware sous le numéro d'immatriculation 2U-65 (l'Associé Unique),

dûment et valablement représentée pour les besoins des présentes par Maître Laura Hominal, avocat, dont l'adresse professionnelle est au 33, avenue J-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, dûment et valablement représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'enregistrer que:

I. l'ensemble des vingt-mille (20,000) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société s'élevant à vingt mille dollars américains (USD20,000) sont présentes ou dûment et valablement représentées, de telle sorte que l'Associé Unique peut valablement décider les points composant l'Ordre du Jour (tel que ce terme est défini plus bas);

II. l'Associé Unique a été convoqué à l'effet de se prononcer sur les points composant l'ordre du jour suivant (l'Ordre du Jour):

(1) Augmentation du capital social de la Société d'un montant total de cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.501.240) à l'effet de le porter de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD20,000) à un nouveau montant de cinq millions cinq cent vingt-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.521.240) par la création et l'émission de cinq million cinq cent-et-un mille deux cent quarante (5.501.240) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune, dont la souscription sera entièrement réservée à St. Jude Medical Inc. et qui seront intégralement payées par cette dernière par le biais d'un apport de cent pour cent (100%) de la participation dans SJM US Three LLC détenue par St. Jude Medical Inc. à la Société, représentant une valeur totale d'apport de cinq cent cinquante millions cent vingt-quatre mille dollars américains (USD550.124.000);

(2) Rachat de vingt mille (20.000) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune, et réduction corrélative du capital social de la Société d'un montant total de vingt mille dollars américains (USD20.000) à l'effet de le porter de son montant actuel de cinq millions cinq cent vingt-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.521.240) à un nouveau montant de cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.501.240);

(3) Modification de l'article 6.1 des statuts de la Société afin de refléter les changements apportés au capital social de la Société envisagés aux points (1) et (2) ci-dessus;

(4) Modification du registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et/ou tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple, pour individuellement, avec tous pouvoirs de substitution, procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre de parts sociales de la Société et accomplir toutes les formalités requises, nécessaires ou utiles en rapport avec ces changements; et

(5) Divers.

III. L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant total de cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.501.240) à l'effet de le porter de son montant actuel de vingt mille

dollars américains (USD20,000) représenté par vingt mille (20,000) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune, à un nouveau montant de cinq million cinq cent vingt-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.521.240), par la création et l'émission de cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante (5.501.240) nouvelles parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, dûment et valablement représenté pour les besoins des présentes tel qu'indiqué ci-dessus, souscrit expressément à cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante (5.501.240) nouvelles parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune (ensemble, les Nouvelles Parts Sociales), représentant un prix total de souscription de cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.501.240) qui sera alloué au crédit du compte de capital social (compte 101 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Capital souscrit) de la Société.

Les Nouvelles Parts Sociales seront intégralement payées par l'Associé Unique par la réalisation d'un apport en nature de cent pour cent (100%) de la participation dans SJM US Three LLC, une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément aux lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, et immatriculée auprès du Secretary of State of the State of Delaware sous le numéro d'immatriculation 5593214 (respectivement l'Apport et les Actifs Apportés).

Une partie de l'Apport, pour un montant total de cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.501.240), sera allouée au compte de capital social (compte 101 du plan comptable normalisé luxembourgeois en date du 10 juin 2009 - Capital souscrit) de la Société afin de payer intégralement les Nouvelles Parts Sociales.

La valeur totale d'apport et la libre cessibilité des Actifs Apportés par l'Associé Unique à la Société sont attestés par un certificat de libre cessibilité, apport, allocation et évaluation émis par l'Associé Unique (le Certificat) à la Société, qui confirme inter alia que la valeur totale d'apport des Actifs Apportés s'élève à cinq cent cinquante millions cent vingt-quatre mille dollars américains (USD550.124.000) et que la propriété légale et réelle des Actifs Apportés, avec une garantie de pleine propriété, peut être librement transférée par l'Associé Unique à la Société, tel que ce Certificat a été présenté au notaire instrumentant.

Sur la base du Certificat, il apparaît que le montant de souscription en lien avec l'émission des Nouvelles Parts Sociales a été payé en intégralité, de telle sorte que ces dernières sont intégralement payées après la réalisation de l'Apport.

L'Associé Unique décide expressément d'émettre et émet par les présentes à lui-même cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante (5.501.240) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune, en sa qualité d'Associé Unique de la Société et d'unique souscripteur des Nouvelles Parts Sociales.

Toutes les Nouvelles Parts Sociales ont été intégralement payées par l'Associé Unique à la Société par le biais de l'Apport.

En conséquence de ce qui précède, le capital social de la Société s'élève à cinq millions cinq cent vingt-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.521.240) représenté par cinq millions cinq cent vingt-et-un mille deux cent quarante (5.521.240) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune, étant intégralement souscrites par l'Associé Unique.

Deuxième résolution

Suite à l'adoption de la résolution précédente, l'Associé Unique décide (i) de procéder au rachat de vingt mille (20.000) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune, représentant un prix total de rachat de vingt mille dollars américains (USD), et (ii) de réduire consécutivement le capital social de la Société d'un montant total de vingt mille dollars américains (USD20.000) à l'effet de son porter de son montant actuel de cinq millions cinq cent vingt-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.521.240) à un nouveau montant de cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.501.240), représenté par cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante (5.501.240) parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune, avec les droits et obligations tels que décrits dans les Statuts.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 6.1 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante dollars américains (USD5.501.240), représenté par cinq millions cinq cent-et-un mille deux cent quarante (5.501.240) parts sociales avec une valeur nominale d'un dollar américain (USD1) chacune (chacune une Part Sociale et ensemble les Parts Sociales).»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société et/ou tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple, chacun d'eux agissant individuellement, avec tous pouvoirs de substitution sous leur seule signature,

afin de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement dans le registre de parts sociales de la Société, y compris, pour éviter tout doute, la signature dudit registre, des changements mentionnés dans les résolutions ci-dessus.

L'Associé Unique décide de plus de donner pouvoir et autorité à tout avocat ou employé d'Allen & Overy, société en commandite simple, afin d'accomplir toutes les formalités en rapport avec l'émission des Nouvelles Parts Sociales par la Société à l'Associé Unique, telle que décrite ci-dessus, auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et à la publication au Journal Officiel et plus généralement, afin d'accomplir toutes les formalités qui pourraient être requises, nécessaires ou simplement utiles en lien avec et pour les besoins de la mise en oeuvre des résolutions ci-dessus.

Coûts

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle Anglais, certifie qu'à la demande du mandataire de l'Associé Unique, le présent acte est rédigé en Anglais suivi d'une version française. A la demande du même mandataire de l'Associé Unique et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de cet acte notarié.

Cet acte notarié, ayant été lu au mandataire de l'Associé Unique, qui est connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de l'Associé Unique a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Hominal, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 24 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12781. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014150372/265.

(140171141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

BH Advisors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 122.348.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149894/10.

(140171438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Sustainable Development Fund, S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 124.967.

In the year two thousand fourteen, on the nineteenth of September.

Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There was held

and extraordinary general meeting of the shareholders (the "General Meeting") of Sustainable Development Fund, S.C.A., SICAR, a private partnership company "société en commandite par actions" qualifying as an investment company in risk capital, duly incorporated by a deed of the undersigned notary, dated February 9, 2007, registered with the Companies and Trade Register of Luxembourg under the number B 124967 and published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 867 on May 12, 2007. The articles of incorporation have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on January 10, 2011, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 1154 on May 30, 2011.

The General Meeting is opened 3.40 p.m. under the chairmanship of Mr. Marco Ruiz, residing professionally in Luxembourg.

The Chairman designates as secretary Mr. Antonio Jimenez, residing professionally in Luxembourg.

The General Meeting elected as scrutineer Mrs Marta Solé, residing professionally in Luxembourg all present and agreed.

The board of the General Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requested the notary to state that:

I. the agenda of the General Meeting is the following:

Agenda:

I. Amendment of the articles of incorporation of the Company (the “Articles”) in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 7 “Share Capital” in order to add a new letter (i) with the following wording:

“(i) The General Partner will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Company, or by the AIFM of the Company with respect to the Company, as the case may be, to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Company’s Memorandum.”;

II. Amendment of the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 12 “Determination of the Net Asset Value” so as to read as follows:

“A. The net asset value (the “Net Asset Value”) of each Class of Shares within each Sub-Fund will be determined by the AIFM under its own responsibility in the Company’s reference currency of the relevant Class of Shares within a Sub-Fund (if different from those of such Sub-Fund) (as determined in the Memorandum) on each Valuation Date.

The Net Asset Value per Class is equal, on any Valuation Date, to the difference between the value of the gross assets of a Sub-Fund attributable to a Class and the value of the liabilities of such Sub-Fund attributable to such Class.

The Net Asset Value per Share of that Class on a Valuation Date equals the Net Asset Value of that Class on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class then outstanding on that Valuation Date.

The Net Asset Value of a Sub-Fund is equal to the difference between the value of its gross assets and its liabilities.

B. The value of the assets of a Sub-Fund shall be determined in good faith at fair value, by the AIFM and according to the procedures described in the Memorandum.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company’s Sub-Funds and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Base Currency of a Sub-Fund will be converted into the Base Currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner or its delegate.

C. The General Partner may establish one or several Classes of Shares within each relevant Sub-Fund within the Company in the following manner:

a) if several Classes of Shares refer to a specific Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the relevant Sub-Fund provided however that, within a Sub-Fund, the General Partner is empowered to define Classes of Shares so as to correspond to such features as may be determined by the General Partner from time to time in compliance with applicable law and as will be described in the Memorandum;

b) within a Sub-Fund, the proceeds to be received from the issue of Shares of a relevant Class shall be applied in the books of the Company to the relevant Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of this Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued;

c) the assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Sub-Fund shall be applied to the Class(es) of Share (s) issued in respect of the Shares of this Sub-Fund subject to the provisions here above under (a);

d) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class of Shares;

e) in the case where any asset, liability, cost or expense of the Company or of a Sub-Fund cannot be considered as being attributable to a Sub-Fund or a particular Class of Shares, such asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds or all the Classes of Shares pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith;

f) upon the payment of distributions to the shareholders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions;

g) the Company constitutes one single legal entity. With regard to third parties, and particularly to creditors of the Company, each Sub-Fund will be exclusively liable of all the commitments granted to that Sub-Fund.”;

III. Amendment of the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 15 “General Partner” in order to add the following paragraphs at the end of such article:

“In particular, the General Partner will appoint an alternative investment fund manager (the “AIFM”) in compliance with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and implementing the Directive 2011/61/EU (the “2013 Law”) through an alternative investment fund management agreement as further described in the Memorandum.

The AIFM will (subject to the overall supervision, approval and direction of the General Partner) undertake portfolio management, valuation, administrative, distribution and risk management activities for the Company, subject to the investment objective and policies set by the General Partner and as set out in the Memorandum.”;

IV. Amendment of the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 18 “Custodian” so as to read as follows:

“ **Art. 18. Depositary.** The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2004 Law and the 2013 Law (the “Depositary”).

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided by the 2004 Law and the 2013 Law.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entity that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company shall be expressly authorised to discharge in writing the Depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM of the Company, as the case may be, to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19(14) of the 2013 Law are met.

If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor Depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal. Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof. In any case successor custodian must be appointed within two months after such termination.”;

V. Restatement of the Articles, to reflect the foregoing resolutions; and

VI. Miscellaneous.

II. the names of the shareholders present at the meeting or represented by proxy, the proxies of the shareholders represented as well as the number of shares held by each shareholder are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented and the members of the board of the meeting, will remain attached to the present document and registered therewith.

III.- pursuant to the attendance list, out of one (1) General Partner Share in issue, and 121,299.33 Ordinary Shares in issue, one (1) General Partner Share in issue, and 118,332.33 Ordinary Shares are present or represented at the Meeting.

IV.- pursuant to Article 19 paragraph 2 of the Articles of Incorporation, resolutions for items I and V of the agenda have to be passed with (i) a quorum of fifty (50) percent of the share capital, (ii) the approval of a majority vote of at least two-thirds (2/3) of the share capital present or represented at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

V. the shareholders being all registered, convening notice has been sent by registered mail on August 29, 2014 to all shareholders.

VI.- the present meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on all items of the agenda.

After duly considering the item of the agenda, the General Meeting took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to amend the articles of incorporation of the Company (the “Articles”) in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 7 “Share Capital” in order to add a new letter (i) with the following wording:

“(i) The General Partner will adopt such provisions as necessary to ensure that any preferential treatment accorded by the Company, or by the AIFM of the Company with respect to the Company, as the case may be, to a shareholder will not result in an overall material disadvantage to other shareholders, as further disclosed in the Company’s Memorandum.”

Second resolution

The general meeting decides to amend the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 12 “Determination of the Net Asset Value” so as to read as follows:

“A. The net asset value (the “Net Asset Value”) of each Class of Shares within each Sub-Fund will be determined by the AIFM under its own responsibility in the Company’s reference currency of the relevant Class of Shares within a Sub-Fund (if different from those of such Sub-Fund) (as determined in the Memorandum) on each Valuation Date.

The Net Asset Value per Class is equal, on any Valuation Date, to the difference between the value of the gross assets of a Sub-Fund attributable to a Class and the value of the liabilities of such Sub-Fund attributable to such Class.

The Net Asset Value per Share of that Class on a Valuation Date equals the Net Asset Value of that Class on that Valuation Date divided by the total number of Shares of that Class then outstanding on that Valuation Date.

The Net Asset Value of a Sub-Fund is equal to the difference between the value of its gross assets and its liabilities.

B. The value of the assets of a Sub-Fund shall be determined in good faith at fair value, by the AIFM and according to the procedures described in the Memorandum.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Company’s Sub-Funds and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Base Currency of a Sub-Fund will be converted into the Base Currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner or its delegate.

C. The General Partner may establish one or several Classes of Shares within each relevant Sub-Fund within the Company in the following manner:

- a) if several Classes of Shares refer to a specific Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the relevant Sub-Fund provided however that, within a Sub-Fund, the General Partner is empowered to define Classes of Shares so as to correspond to such features as may be determined by the General Partner from time to time in compliance with applicable law and as will be described in the Memorandum;
- b) within a Sub-Fund, the proceeds to be received from the issue of Shares of a relevant Class shall be applied in the books of the Company to the relevant Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of this Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued;
- c) the assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Sub-Fund shall be applied to the Class(es) of Share(s) issued in respect of the Shares of this Sub-Fund subject to the provisions here above under (a);
- d) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class of Shares;
- e) in the case where any asset, liability, cost or expense of the Company or of a Sub-Fund cannot be considered as being attributable to a Sub-Fund or a particular Class of Shares, such asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds or all the Classes of Shares pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith;
- f) upon the payment of distributions to the shareholders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions;
- g) the Company constitutes one single legal entity. With regard to third parties, and particularly to creditors of the Company, each Sub-Fund will be exclusively liable of all the commitments granted to that Sub-Fund.”

Third resolution

The general meeting decides to amend the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 15 “General Partner” in order to add the following paragraphs at the end of such article:

“In particular, the General Partner will appoint an alternative investment fund manager (the “AIFM”) in compliance with the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers and implementing the Directive 2011/61/EU (the “2013 Law”) through an alternative investment fund management agreement as further described in the Memorandum.

The AIFM will (subject to the overall supervision, approval and direction of the General Partner) undertake portfolio management, valuation, administrative, distribution and risk management activities for the Company, subject to the investment objective and policies set by the General Partner and as set out in the Memorandum.”

Fourth resolution

The general meeting decides to amend the Articles in the form as available to shareholders of the Company at the registered office of the Company - to reflect the change of Article 18 “Custodian” so as to read as follows:

“ **Art. 18. Depositary.** The Company will appoint a depositary which meets the requirements of the 2004 Law and the 2013 Law (the “Depositary”).

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided by the 2004 Law and the 2013 Law.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entity that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Company shall be expressly authorised to discharge in writing the Depositary from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Company or the AIFM of the Company, as the case may be, to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19(14) of the 2013 Law are met.

If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor Depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal. Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof. In any case successor custodian must be appointed within two months after such termination.”

Fifth resolution

The general meeting decides the restatement of the Articles, to reflect the foregoing resolutions; and

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this deed.

This deed having been given for reading to the parties, they signed together with us, the notary this original deed.

Signé: M. RUIZ, A. JIMENEZ, M. SOLÉ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 septembre 2014. Relation: LAC/2014/43880. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150386/206.

(140171634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

ST Networks Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 400.000,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 188.408.

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth day of September.

Before US Maître Francis KESSELER, notary public residing in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

MEIF 4 Luxembourg C Holdings S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 166.043,

here represented by Mr. David REMY, private employee, with professional address at 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, signed “ne varietur” by the entity appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

The entity appearing, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The entity appearing is the sole shareholder of the private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) established in Luxembourg under the name of “ST Networks Holdings S.à r.l.”, having its registered office at 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 188.408 (hereafter the “Company”), incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-Sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated July 4th, 2014, not yet published in the “Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations”.

II. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

III. The appearing sole shareholder, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to create (i) a class A of non-voting mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class A Non-Voting MRPS”) whereto a share premium (hereafter the “Class A Non-Voting MRPS Premium Account”) may be attached and (ii) a class B of non-voting mandatory redeemable preferred shares (hereafter the “Class B Non-Voting MRPS”) whereto a share premium (hereafter the “Class B Non-Voting MRPS Premium Account”) may be attached, entitling the respective holders to specific financial rights, which terms and conditions are set forth in the amended and restated articles of association of the Company in the third resolution below.

Second resolution

The sole shareholder resolved to increase the share capital of the Company by three hundred eighty-seven thousand, five hundred Euro (EUR 387,500.-), in order to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to four hundred thousand Euro (EUR 400,000.-), by the creation and issue of (i) two hundred and eight thousand, nine hundred and ten (208,910) new Ordinary Shares (i.e., as further defined in the amended and restated articles of association of the Company in the third resolution below) with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, along with the payment of the related share premium on the Ordinary Shares Premium Account (i.e., as further defined in the amended and restated articles of association of the Company in the third resolution below) whose aggregate value

amounts to forty-four million, six hundred and ninety four thousand, seven hundred and twenty Euro (EUR 44,694,720.-) and out of which the total amount of forty thousand Euro (EUR 40,000.-) shall be allocated to the legal reserve of the Company, (ii) one thousand, eight hundred (1,800) new Class A Non-Voting MRPS with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, along with the payment of the related share premium on the Class A Non-Voting MRPS Premium Account whose aggregate value amounts to one million, seven hundred eighty-four thousand, one hundred Euro (EUR 1,784,100.-), and (iii) one hundred seventy-six thousand, seven hundred and ninety (176,790) new Class B Non-Voting MRPS with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, along with the payment of the related share premium on the Class B Non-Voting MRPS Premium Account whose aggregate value amounts to one hundred seventy-six million, six hundred and twenty-seven thousand, two hundred and twenty-six Euro (EUR 176,627,226.-).

Subscription - Payment

- i) Thereupon, MEIF 4 Luxembourg C Holdings S.à r.l., prenamed, through its proxyholder, declared to subscribe to:
- the two hundred and eight thousand, nine hundred and ten (208,910) new Ordinary Shares and to have them fully paid up, along with the payment of a share premium on the Ordinary Shares Premium Account and the allocation to the legal reserve, all of which being entirely paid-up by contribution in cash consisting of the aggregate amount of forty-four million, nine hundred and three thousand, six hundred and thirty Euro (EUR 44,903,630.-). Such contribution in cash shall be allocated as follows: (i) two hundred and eight thousand, nine hundred and ten Euro (EUR 208,910.-) to the corporate capital increase of the Company related to the issuance of two hundred and eight thousand, nine hundred and ten (208,910) new Ordinary Shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, (ii) forty-four million, six hundred and ninety four thousand, seven hundred and twenty Euro (EUR 44,694,720.-) to the Ordinary Shares Premium Account of the Company, out of which forty thousand Euro (EUR 40,000.-) shall be directly allocated to the legal reserve of the Company;
 - the one thousand, eight hundred (1,800) new Class A Non-Voting MRPS and to have them fully paid up, along with the payment of a share premium on the Class A Non-Voting MRPS Premium Account, all of which being entirely paid-up by contribution in cash consisting of the aggregate amount of one million, seven hundred and eighty-five thousand, nine hundred Euro (EUR 1,785,900.-). Such contribution in cash shall be allocated as follows: (i) one thousand, eight hundred Euro (EUR 1,800.-) to the corporate capital increase of the Company related to the issuance of one thousand, eight hundred (1,800) new Class A Non-Voting MRPS with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, and (ii) one million, seven hundred eighty-four thousand, one hundred Euro (EUR 1,784,100.-) to the Class A Non-Voting MRPS Premium Account of the Company; and
 - the one hundred seventy-six thousand, seven hundred and ninety (176,790) new Class B Non-Voting MRPS and to have them fully paid up, along with the payment of a share premium on the Class B Non-Voting MRPS Premium Account, all of which being entirely paid-up by contribution in cash consisting of the aggregate amount of one hundred seventy-six million, eight hundred and four thousand, sixteen Euro (EUR 176,804,016.-). Such contribution in cash shall be allocated as follows: (i) one hundred seventy-six thousand, seven hundred and ninety Euro (EUR 176,790.-) to the corporate capital increase of the Company related to the issuance of one hundred seventy-six thousand, seven hundred and ninety (176,790) new Class B Non-Voting MRPS with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, and (ii) one hundred seventy-six million, six hundred and twenty-seven thousand, two hundred and twenty-six Euro (EUR 176,627,226.-) to the Class B Non-Voting MRPS Premium Account of the Company.
- ii) All the new above mentioned Ordinary Shares, the Class A Non-Voting MRPS and the Class B Non-Voting MRPS have been fully paid-up in the aggregate amount of three hundred eighty-seven thousand, five hundred Euro (EUR 387,500.-), along with the payment of the related share premium on the Ordinary Shares Premium Account, on the Class A Non-Voting MRPS Premium Account and on the Class B Non-Voting MRPS Premium Account in the aggregate amount of two hundred twenty-three million, one hundred and six thousand, forty-six Euro (EUR 223,106,046.-), all of which having been paid-up by a related contribution in cash, so that from now on the Company has at its free and entire disposal the related consolidated amount.

Third resolution

As a consequence of the above and in order to reflect the above resolutions, the sole shareholder resolved to amend and fully restate the articles of association of the Company as follows and has thus requested the undersigned notary to enact the following amendment and full restatement of the articles of association of the Company:

“Chapter I. Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form - Corporate Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of “ST Networks Holdings S.à r.l.” (hereafter the “Company”), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter the “Articles”).

Art. 2. Registered Office.

2.1. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary

general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles. However, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.2. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalized; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Managers.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is (i) the holding of participations, whether direct or indirect through directly or indirectly owned subsidiaries, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise, of stocks, bonds, debentures, notes, and other securities of any kind, equity or debt instruments (convertible or not) of any kind (including but not limited to synthetic securities), and (ii) the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of equity securities and/or debt instruments (convertible or not, preferential or not, redeemable or not).

3.3 In a general fashion, the Company may grant, directly or indirectly, assistance to affiliated or group companies (including but not limited to the granting of any type of loan), take any controlling and/or supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

3.4 In particular, the Company may enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the property assets (present or future) of the undertaking or by all and any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of its affiliated or group companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of its affiliated or group companies, within the limits of any applicable law provision.

3.5. The Company may enter into any kind of credit derivative agreements, including but not limited to any type of swap agreements such as swap agreement under which the Company may provide credit protection to swap counterparty, any interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements.

3.6. The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property. In addition, the Company may act as general partner of any of its subsidiaries and take all necessary or useful actions on their behalf if so required by the law applicable to such subsidiaries.

Art. 4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II. Capital - Shares - Redemption

Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at four hundred thousand Euro (EUR 400,000.-) represented by:

(i). two hundred and twenty-one thousand, four hundred and ten (221,410) ordinary voting shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter the "Ordinary Shares"); each holder of an Ordinary Share is hereafter individually referred to as an "Ordinary Shareholder";

(ii). one thousand, eight hundred (1,800) class A non-voting mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter the "Class A Non-Voting MRPS"); and

(iii). one hundred seventy-six thousand, seven hundred and ninety (176,790) class B non-voting mandatory redeemable preferred shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (hereafter the "Class B Non-Voting MRPS" and collectively with the Class A Non-Voting MRPS, the "Non-Voting MRPS"; the Ordinary Shares and the Non-Voting MRPS are collectively hereinafter referred to as the "Shares"); each holder of a Class A Non-Voting MRPS is hereafter individually referred to as a "Class A Non-Voting MRPS Holder", each holder of a Class B Non-Voting MRPS is hereafter individually referred to as a "Class B Non-Voting MRPS Holder"; the Class A Non-Voting MRPS Holder and the Class B Non-Voting MRPS Holder are collectively hereinafter referred to as a "Non-Voting MRPS Holder" and a Non-Voting MRPS Holder collectively with the Ordinary Shareholders, the "Shareholders".

5.2. Any share premium paid on the Ordinary Shares shall be booked in an Ordinary Shares premium account (hereafter the "Ordinary Shares Premium Account"), and the Company shall book in such account, the amount or value of any premium paid on the Ordinary Shares, any additional capital surplus contributed by the Ordinary Shareholders to the Company and any amount allocated to such Ordinary Shares Premium Account in accordance with the Articles. Any amount booked in the Ordinary Shares Premium Account (unless totally or partially allocated to the legal reserve) constitute a sum available for distribution of dividends or any other form of distribution on the Ordinary Shares. The available amount booked in the Ordinary Shares Premium Account can be distributed or repaid from time to time upon decision of the Board of Managers.

5.3. Any share premium paid on the Class A Non-Voting MRPS shall be booked in a Class A Non-Voting MRPS premium account (hereafter the “Class A Non-Voting MRPS Premium Account”), and the Company shall book in such account, the amount or value of any premium paid on the Class A Non-Voting MRPS, any additional capital surplus contributed by the Class A Non-Voting MRPS Holder to the Company and any amount allocated to such Class A Non-Voting MRPS Premium Account in accordance with the Articles. Any amount booked in the Class A Non-Voting MRPS Premium Account (unless totally or partially allocated to the legal reserve) constitute a sum available for distribution of dividends or any other form of distribution on the Class A Non-Voting MRPS. The available amount booked in the Class A Non-Voting MRPS Premium Account can be distributed or repaid from time to time upon decision of the Board of Managers.

5.4. Any share premium paid on the Class B Non-Voting MRPS shall be booked in a Class B Non-Voting MRPS premium account (hereafter the “Class B Non-Voting MRPS Premium Account”), and the Company shall book in such account, the amount or value of any premium paid on the Class B Non-Voting MRPS, any additional capital surplus contributed by the Class B Non-Voting MRPS Holder to the Company and any amount allocated to such Class B Non-Voting MRPS Premium Account in accordance with the Articles. Any amount booked in the Class B Non-Voting MRPS Premium Account (unless totally or partially allocated to the legal reserve) constitute a sum available for distribution of dividends or any other form of distribution on the Class B Non-Voting MRPS. The available amount booked in the Class B Non-Voting MRPS Premium Account can be distributed or repaid from time to time upon decision of the Board of Managers.

5.5. Ordinary Shares may be issued or cancelled at any time by a decision of the sole Shareholder or by a decision of the Ordinary Shareholders’ meeting adopted by the Ordinary Shareholders representing three quarters of the Ordinary Shares of the Company.

5.6. Non-Voting MRPS may be issued or cancelled at any time by a decision of the sole Shareholder or by a decision of the Shareholders’ meeting adopted by the Shareholders representing three quarters of the share capital of the Company, including at least a majority of three quarters of the Non-Voting MRPS.

Art. 6. Shares.

6.1. Towards the Company, the Company’s Shares are indivisible, since only one owner is recognized per Share. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.2. Each Ordinary Share confers an identical voting right and each Ordinary Shareholder has voting rights commensurate to its/his/her shareholding. The Company may only issue Ordinary Shares having each an equal voting right.

6.3. By exception, when and only when all the Shares issued by the Company are held by a single Shareholder, the Company may resolve to issue Non-Voting MRPS or convert existing Ordinary Shares into Non-Voting MRPS. Such Non-Voting MRPS shall have no voting rights and shall never be taken into account for the calculation of the quorum or majority requirements, save for resolutions having for purpose:

- (i). the issue of new Non-Voting MRPS by the Company or the conversion of Non-Voting MRPS into Ordinary Shares of the Company;
- (ii). the decrease of the share capital of the Company;
- (iii). the determination and change of the rights attached to the Non-Voting MRPS, included but not limited to, the right related to the preferred dividends;
- (iv). the change of the corporate object of the Company;
- (v). the dissolution of the Company;
- (vi). the issuance of convertible bonds (i.e., issued without a public offering);
- (vii). the change of the corporate form or of the nationality of the Company.

6.4. When, at any time during the life of the Company, its Shares are held by more than one single Shareholder, all the Non-Voting MRPS shall automatically and immediately be converted, at the election of the Holder of the Non-Voting MRPS, into (i) Ordinary Shares and/or into (ii) Shares having the same features than the Class A Non-Voting MRPS but having voting right and/or into (iii) Shares having the same features than the Class B Non-Voting MRPS but having voting right. In such a case, the Company’s Shares register should be updated to reflect the automatic conversion as soon as practicable, and the Articles modified during the next Shareholders’ meeting to be convened following the automatic conversion.

6.5. Shares are freely transferable among Shareholders.

The transfer of Shares (inter vivos) to non-Shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of Shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company, including at least a majority of three quarters of the Non-Voting MRPS.

A Share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.6. A Shareholders’ register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each Shareholder who so requests.

Art. 7. Redemption.

7.1. The Company may redeem its own Ordinary Shares within the limits set forth by the Law.

7.2. The Non-Voting MRPS issued by the Company are mandatory redeemable shares pursuant to the following terms and conditions:

The Non-Voting MRPS shall be redeemed upon the discretionary decision of the Company or of the Non-Voting MRPS Holder, and at the latest, on the tenth (10th) anniversary of the issue date of the Non-Voting MRPS (hereafter the "Maturity Date").

7.3. The redemption of the Non-Voting MRPS is subject to the following conditions:

(i). it can only be made by using sums available for distribution in accordance with the Law, and to the extent that (a) the Company is not insolvent or will not be insolvent after making such payment, (b) the repurchase will not have the effect of reducing the aggregate net assets below the subscribed share capital plus the reserves which may not be distributed, and (c) the Company has sufficient available resources for such repurchase, corresponding to the profits at the end of the last financial year plus any profits carried forward and any amounts drawn from reserves (including share premiums) which are available for that purpose, less any losses carried forward and sums to be placed to reserve in accordance with the Law or the Articles (hereafter the "Available Sums"); and

(ii). an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value of all the outstanding Non-Voting MRPS to be redeemed, must be allocated to a reserve which cannot be distributed to the Shareholders except in the event of a decrease of the subscribed share capital of the Company; except in this specific case, the reserve can only be used to increase the subscribed share capital of the Company by capitalization of this reserve.

7.4. The Non-Voting MRPS Holder of a redeemed Non-Voting MRPS is entitled to receive a payment in cash, for each redeemed Non-Voting MRPS (hereafter the "Redemption Price"), equal to:

(i). the nominal value, or, in the absence thereof, the par value of each of its redeemed Non-Voting MRPS; and

(ii). any and all accrued but unpaid Class A Preferential Dividend and/or Class B Preferential Dividend (as defined in article 18.2. of the Articles), as the case may be, that the Class A Non-Voting MRPS Holder and/or the Class B Non-Voting MRPS Holder, as the case may be, is/are entitled to receive at the time of the redemption; and

(iii). an amount corresponding to the balance of the Class A Non-Voting MRPS Premium Account and/or the Class B Non-Voting MRPS Premium Account, as the case may be, divided by the number of outstanding Class A Non-Voting MRPS and/or Class B Non-Voting MRPS, as the case may be, prior to the redemption.

7.5. However, on the Maturity Date, if the Available Sums are insufficient for the Company to redeem all the Non-Voting MRPS, the redemption of all the Non-Voting MRPS will not be hindered; such insufficiency only entails the deferment of the payment of the Redemption Price due on Maturity Date (hereafter the "Redemption Price at Maturity").

In this case, the Company shall pay to the Non-Voting MRPS Holder only a portion of the Redemption Price at Maturity up to the amount of the Available Sums on the Maturity Date; the remaining part of the Redemption Price at Maturity will be paid in one or several instalments as soon as the Company will have sufficient Available Sums for this purpose. For the avoidance of doubt, and in case of dividend payment, the right to the payment of an indemnity having the same legal characteristics as the Preferential Dividend shall apply on the portion of Non-Voting MRPS that have not been repaid after the Maturity Date until their full repayment.

Chapter III. Management**Art. 8. Board of Managers.**

8.1. The Company shall be managed by a board of managers (the "Board of Managers") composed of at least two (2) members (each, a "Manager") possibly divided into one or more A Manager(s) and one or more B Manager(s), who need not to be Shareholders. The decisions of the Board of Managers shall be taken collectively.

8.2. The Managers shall be appointed by a decision of the general meeting of Shareholders adopted in compliance with Articles 15 and 16 of the Articles.

8.3. The Managers shall be appointed for an unlimited period and shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible.

8.4. A Manager may be removed ad nutum (without any reason) at any time by a resolution adopted by the Shareholders.

8.5. In the event of as the case may be one or more vacancy(ies) on the Board of Managers because of death, retirement or otherwise, the remaining Manager(s) must appoint one or more successors to fill such vacancies until the next meeting of Shareholders.

8.6. The Company shall reimburse the Managers for reasonable expenses incurred in the carrying out of their office, including reasonable travel and living expenses incurred for attending meetings on the Board of Managers.

Art. 9. Procedures of Meetings.

9.1. The Board of Managers may choose from among its members a chairman and a vice chairman. It may also choose a secretary, who need not to be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Managers and of the Shareholders.

9.2 The Board of Managers shall meet upon call by any Manager or the company secretary at the place indicated in the convening notice. The convening notice, containing the agenda, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), e-mail, telegram, telex or fax to the Managers sufficiently in advance of each meeting of the Board of Managers. This notice may be waived by the consent in writing, by fax, telegram, e-mail or letter of each Manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at any times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolutions of the Board of Managers. All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting of the Board of Managers, each Manager is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the Board of Managers at such meeting.

9.3. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by fax, e-mail, telegram or telex, another Manager as his/her proxy. The use of video conferencing equipment and conference call shall be allowed and the Managers using this technology shall be deemed to be present and shall be authorized to vote by video or by phone. After deliberation, votes may also be cast in writing or by fax, e-mail, telegram, telex or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

9.4. Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents.

9.5 The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the Managers is present or represented at the meeting of the Board of Managers, with at least one A Manager and one B Manager being present or represented if some have been appointed.

9.6 Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting. The vote of the chairman of the Board of Managers shall prevail in the case of equality of votes.

Art. 10. Minutes of meetings of the Board of Managers.

10.1. The resolutions of the Board of Managers shall be recorded in the minutes, to be signed by all the Managers present or represented.

10.2. Alternatively, the minutes can be signed by the chairman of the meeting in the name and on behalf of each of the Managers present or represented at the meeting provided that each Manager present or represented expressed their consent to this process. In such a case, the attendance list of the meeting, to be annexed to the minutes, shall be signed by the chairman and all the Managers present at the meeting. Copies of extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the meeting, by the company secretary or by two Managers, including at least one A Manager and one B Manager if some have been appointed.

Art. 11. Powers of the Board of Managers. The Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects. All powers not expressly reserved by Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

Art. 12. Delegation.

12.1. Any two Members, including at least one A Manager and one B Manager (if some have been appointed), may delegate powers of the Board of Managers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

12.2. Any two Members, including at least one A Manager and one B Manager (if some have been appointed), will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 13. Binding signature. The Company shall be bound by the joint signature of any two Managers including at least one A Manager and one B Manager (if some have been appointed) or by the single or joint signature of any person to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Managers or by any two Managers, including at least one A Manager and one B Manager (if some have been appointed).

Art. 14. Liability of the Managers.

14.1. Any Manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a corporate representative he is only responsible for the execution of his/her mandate.

14.2. The Company shall indemnify any Manager and his/her heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him/her in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his/her behaving or having been a Manager, or, at the request of the Company, or any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which a court shall finally adjudge in such action, suit or proceeding that he/she is liable for gross negligence or misconduct; in the event of an out-of-court settlement or any procedure where a court is not involved, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the out-of-court settlement or any other form of mutual agreement, and only to the extent the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit any gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he/she may be entitled.

Chapter IV. General meetings of shareholder(s)

Art. 15. Powers of the general meeting of Shareholder(s) - Voting rights.

15.1. Without prejudice to articles 15.2. and 15.3. of the Articles, resolutions of the Shareholders shall be adopted at general meetings.

15.2. If there are not more than 25 (twenty-five) Shareholders, the decisions of the Shareholders may be taken by circular resolution. The Shareholders shall be consulted in writing in accordance with article 16.2. of the Articles and shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the Shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

15.3. The Shareholder(s) assume(s) all powers conferred by the Law to the general meeting of Shareholders. The decisions of the Shareholder(s) are recorded in minutes or drawn up in writing.

15.4. Whatever the number of Shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the Shareholders for approval who shall also vote specifically as to whether discharge is to be given to the Board of Managers.

Art. 16. Notices, quorum, majority and voting procedures.

16.1. The Shareholders may be convened or consulted by any Manager of the Company. The Board of Managers must convene or consult the Shareholders following the request of Shareholders representing more than one-half of the share capital of the Company.

16.2. The Shareholders shall be convened or consulted in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

16.3. Written notice of any meeting of the Shareholders shall be given to all Shareholders at least 8 (eight) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting.

16.4. Any convening notices, reports and documents which, by virtue of the Law must be sent or notified to the Ordinary Shareholders of the Company shall likewise be sent or notified to the Non-Voting MRPS Holder.

16.5. Meetings of the Shareholders of the Company shall be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meetings.

16.6. If all the Shareholders of the Company are present or represented at a meeting of the Shareholders of the Company, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

16.7. A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders of the Company by appointing another person (who need not be a Shareholder) as his/her/its proxy in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

16.8. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by Ordinary Shareholders owning more than one-half of the share capital of the Company. If this figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Ordinary Shareholders shall be convened or consulted a second time by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

16.9. Except otherwise provided by the Articles, resolutions to amend the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters of the share capital of the Company. If the decision deals with a subject matter where the Non-Voting MRPS Holder is entitled to vote pursuant to article 6.3. of the Articles, the decision must fulfill the conditions of quorum and majority laid down with respect of each class of Shares.

16.10. In no case may the majority oblige any of the Shareholders to increase its participation in the Company.

16.11. The Shareholders can only change the nationality of the Company by unanimous vote.

Chapter V. Financial year - Appropriation of profits

Art. 17. Financial year.

17.1. The accounting year of the Company shall begin on 1 April of each year and end on 31 March of the following year.

17.2. At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Board of Managers and the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

17.3. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of Profits.

18.1. The Legal Reserve

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required as soon as and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

18.2. The Preferential Dividend of the MRPS

Further to the allocation to the legal reserve, the Non-Voting MRPS Holder shall have the following right of payment:

a) for the Class A Non-Voting MRPS Holder, a right of payment of a preferential, cumulative and refundable dividend equal to zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value (including the value of the Class A Non-Voting MRPS Premium Account) or, in the absence thereof, the par value of each Class A Non-Voting MRPS (hereafter the “Class A Preferential Dividend”); and

b) for the Class B Non-Voting MRPS Holder, a right of payment of (i) a preferential, cumulative and refundable dividend equal to one per cent (1%) of the nominal value (including the value of the Class B Non-Voting MRPS Premium Account) or, in the absence thereof, the par value of each Class B Non-Voting MRPS (hereafter the “Class B Fixed Preferential Dividend”) and of (ii) a preferential, cumulative and refundable dividend (hereafter the “Second Preferential Dividend”) equal to the difference between the portion of the interest income generated by the shareholder’s loan granted by the Company to its wholly owned subsidiary or to any other subsidiary of the Company or by any other temporary replacement asset financed by the Class B Non-Voting MRPS and the Class B Fixed Preferential Dividend, less an arm’s length remuneration (the Class B Fixed Preferential Dividend and the Second Preferential Dividend are hereafter collectively referred to as the “Class B Preferential Dividend”); the Class A Preferential Dividend and the Class B Preferential Dividend are hereafter collectively referred to as the “Preferential Dividend”), i.e., arm’s length remuneration means the remuneration determined in a transfer pricing report prepared by an independent advisor and confirmed in an advance pricing agreement granted by the Luxembourg direct tax authorities (Administration des contributions directes)).

Such Preferential Dividend is cumulative and refundable, which means that the Non-Voting MRPS Holder shall, during posterior financial years, recover the Preferential Dividend that he/she/it has not received during the foregoing financial years during which there was no realized nor distributed profit.

Therefore, should the result of a financial year not permit to fully pay the Preferential Dividend or should the Shareholders’ general meeting not decide to pay a dividend despite the existence of profits, the unpaid fraction of the Preferential Dividend of a certain year shall be paid during subsequent years, without prejudice of other rights reserved to the Non-Voting MRPS Holder in this case. The recovery of the Preferential Dividend is not limited in time.

However, the Non-Voting MRPS do not give right to an additional payment of an ordinary dividend being reserved to the Ordinary Shares.

18.3. The distribution of the balance of the Company’s net profit

Further to the allocation of the Preferential Dividend, the balance of the Company’s net profit may be distributed to the Ordinary Shareholder(s) in proportion of its/their shareholding(s) in the Company.

Art. 19. Dividends.

19.1. Distribution of annual dividends

At the end of each financial year and following the approval of the annual accounts by the Shareholders in compliance with the Law, the Shareholders may decide to distribute an annual dividend in accordance with the Law and with article 18 of the Articles.

19.2. Distribution of interim dividends

Interim dividends may be distributed, at any time, subject to the rules of allocation among the Non-Voting MRPS Holder and the Ordinary Shareholder laid down by article 18 of the Articles, under the following conditions:

- (i). an interim statement of accounts or an inventory or report is established by the Board of Managers of the Company;
- (ii). this interim statement of accounts, inventory or report shows that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves (including share premiums) but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii). the decision to pay interim dividends is taken by the Board of Managers of the Company;
- (iv). assurance has been obtained that the rights of the creditors of the Company are not threatened; and
- (v). should, after the close of the financial year, the amount available for distribution appear to be less than the amount distributed as an interim dividend, the excess amount paid to the Shareholders shall be considered as an interim payment on the next dividend to the extent the Shareholders received such excess amount in good faith.

19.3. Distributions out of reserves and/or profits carried forward

In addition to the annual dividend, the Shareholders can decide at any time during the financial year to distribute all or part of the reserves available for distribution and/or profits carried forward as shown in the last financial accounts which have been approved by the Shareholders, to the extent such reserves have not been reduced by any loss carried forward and/or realized since the last financial year for which the annual accounts have been approved and to the extent such distribution is made in compliance with the rules applicable to the appropriation of profits in article 18 of the Articles.

For the avoidance of doubt, the Shareholders are authorized to distribute all or part of the reserves available for distribution and/or profits carried forward even if the annual accounts of the last year that has closed have not been already approved subject to (i) the annual accounts for the preceding year having been approved and (ii) interim financial statements having been provided to the Shareholders in order to ascertain the existence of distributable reserves and profits carried forward.

19.4. Distributions in kind

The Board of Managers may decide, subject to the consent of each Shareholder, to proceed with a distribution in kind in lieu of cash. In such a case, the distribution in kind shall be at the value attributable to such assets. If such assets are subject to restrictions on any such distribution or any subsequent transfer (including, for the avoidance of doubt, any legal, dealing and/or contractual restrictions), the Board of Managers will take into account such restrictions in determining the value of the assets distributed.

Chapter VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Causes of dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole Shareholder or, as the case may be, of one of the Shareholders.

Art. 21. Liquidation.

21.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be Shareholders, appointed by a resolution of the single Shareholder or the general meeting of Shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the Shareholders or by the Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

21.2. After payment of all third party debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the Non-Voting MRPS Holder is entitled to a preferential right of the payment, for each Non-Voting MRPS, of:

- the nominal value, or, in the absence thereof, the par value of each of its Non-Voting MRPS;
- any and all accrued but unpaid Class A Preferential Dividend and/or Class B Preferential Dividend, as the case may be; and
- an amount corresponding to the balance of the Class A Non-Voting MRPS Premium Account divided by the number of outstanding Class A Non-Voting MRPS and/or to the balance of the Class B Non-Voting MRPS Premium Account divided by the number of outstanding Class B Non-Voting MRPS, as the case may be.

21.3. After payment of all debts and liabilities of the Company and after the payment of any amount due to the Non-Voting MRPS Holder under this article 21 or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid to the Ordinary Shareholders and in proportion to the number of Ordinary Shares held in the Company.

21.4. The Non-Voting MRPS Holder shall, in any case, be paid prior to the Ordinary Shareholders.

Chapter VII. Applicable law

Art. 22. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.”.

Fourth resolution

The sole shareholder resolved to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and empower and authorize any Manager of the Company to proceed on behalf of the Company with the registration of the newly issued Non-Voting MRPS in the share register of the Company.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the presently stated amendments to the articles of association of the Company are estimated at EUR 7,000.-

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing entity, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing entity and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to proxyholder of the entity appearing, who is known to the notary by his/her Surname, Christian name, civil status and residence, he/she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le seize septembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

MEIF 4 Luxembourg C Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166.043,

ici représentée par M. David REMY, employé privée, avec adresse professionnelle au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

La comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associée unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de «ST Networks Holdings S.à r.l.», ayant son siège social au 46, Place Guillaume II, L-1648 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.408 (ci-après la «Société»), constituée suivant un acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 4 juillet 2014, non-encore publié au Mémorial C - Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, chaque part étant entièrement libérée.

III. L'associée unique comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique a décidé de créer (i) une classe de parts sociales A préférentielles obligatoirement rachetables sans droit de vote (ci-après les «MRPS A Sans Droit de Vote») à laquelle une prime d'émission (ci-après le «Compte de Prime d'Emission des MRPS A Sans Droit de Vote») peut être rattachée et (ii) une classe de parts sociales B préférentielles obligatoirement rachetables sans droit de vote (ci-après les «MRPS B Sans Droit de Vote») à laquelle une prime d'émission (ci-après le «Compte de Prime d'Emission des MRPS B Sans Droit de Vote») peut être rattachée, permettant à leurs détenteurs respectifs de bénéficier de droits financiers spécifiques, dont les termes et conditions sont indiqués dans les statuts modifiés et reformulés de la Société dans la troisième résolution ci-dessous.

Deuxième résolution

L'associée unique a décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euros (387.500,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) à quatre cent mille Euros (400.000,- EUR), par la création et l'émission de (i) deux cent huit mille neuf cent dix (208.910) nouvelles Parts Sociales Ordinaires (telles que définies dans les statuts modifiés et reformulés de la Société dans la troisième résolution ci-dessous) d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, avec le paiement d'une prime d'émission sur le Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires (tel que défini dans les statuts modifiés et reformulés de la Société dans la troisième résolution ci-dessous) dont la valeur totale s'élève à quarante-quatre millions six cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent vingt Euros (44.694.720,- EUR) et dont une partie pour un montant total de quarante mille Euros (40.000,- EUR) sera allouée à la réserve légale de la Société, (ii) mille huit cents (1.800) nouvelles MRPS A Sans Droit de Vote d'une valeur nominale d'un Euro (1,-EUR) chacune, avec le paiement d'une prime d'émission sur le Compte de Prime d'Emission des MRPS A Sans Droit de Vote dont la valeur totale s'élève à un million sept cent quatre-vingt-quatre mille cent Euros (1.784.100,- EUR), et (iii) cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-dix (176.790) nouvelles MRPS B Sans Droit de Vote d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, avec le paiement d'une prime d'émission sur le Compte de Prime d'Emission des MRPS B Sans Droit de Vote dont la valeur totale s'élève à cent soixante-seize millions six cent vingt-sept mille deux cent vingt-six Euros (176.627.226,- EUR).

Souscription - Libération

i) Sur ce, MEIF 4 Luxembourg C Holdings S.à r.l., prénommée, par son mandataire, a déclaré souscrire aux:

- deux cent huit mille neuf cent dix (208.910) nouvelles Parts Sociales Ordinaires et les libérer intégralement ainsi que la prime d'émission s'y afférant allouée au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires de la Société et l'allocation à la réserve légale, le tout étant entièrement libéré par apport en numéraire consistant en un montant total de quarante-quatre millions neuf cent trois mille six cent trente Euros (44.903.630,- EUR). Cet apport en numéraire est alloué tel que suit: (i) deux cent huit mille neuf cent dix Euros (208.910,- EUR) pour l'augmentation de capital de la Société liée à l'émission de deux cent huit mille neuf cent dix (208.910) nouvelles Parts Sociales Ordinaires d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, (ii) quarante-quatre millions six cent quatre-vingt-quatorze mille sept cent vingt Euros (44.694.720,- EUR) alloués au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires de la Société, et dont une partie pour un montant de quarante mille Euros (40.000,- EUR) sera allouée à la réserve légale de la Société; et

- mille huit cents (1.800) nouvelles MRPS A Sans Droit de Vote et les libérer intégralement ainsi que la prime d'émission s'y afférant allouée au Compte de Prime d'Emission des MRPS A Sans Droit de Vote de la Société, le tout étant entièrement libéré par apport en numéraire consistant en un montant total d'un million sept cent quatre-vingt-cinq mille neuf cents Euros (1.785.900,- EUR). Cet apport en numéraire est alloué tel que suit: (i) mille huit cents Euros (1.800,- EUR) pour l'augmentation de capital de la Société liée à l'émission de mille huit cents (1.800) nouvelles MRPS A Sans Droit de Vote d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, et (ii) un million sept cent quatre-vingt-quatre mille cent Euros (1.784.100,- EUR) alloués au Compte de Prime d'Emission des MRPS A Sans Droit de Vote de la Société; et

- cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-dix (176.790) nouvelles MRPS B Sans Droit de Vote et les libérer intégralement ainsi que la prime d'émission s'y afférant allouée au Compte de Prime d'Emission des MRPS B Sans Droit de Vote de la Société, le tout étant entièrement libéré par apport en numéraire consistant en un montant total de cent soixante-seize millions huit cent quatre mille seize Euros (176.804.016,- EUR). Cet apport en numéraire est alloué tel que suit: (i) cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-dix Euros (176.790,- EUR) pour l'augmentation de capital de la Société liée à l'émission de cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-dix (176.790) nouvelles MRPS B Sans Droit de Vote d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, et (ii) cent soixante-seize millions six cent vingt-sept mille deux cent vingt-six Euros (176.627.226,-EUR) alloués au Compte de Prime d'Emission des MRPS B Sans Droit de Vote de la Société.

ii) Toutes les nouvelles Parts Sociales Ordinaires, les nouvelles MRPS A Sans Droit de Vote et les nouvelles MRPS B Sans Droit de Vote mentionnées ci-dessus ont été entièrement libérées pour leur valeur nominale totale de trois cent quatre-vingt-sept mille cinq cents Euros (387.500,- EUR) avec le paiement d'une prime d'émission s'y afférant allouée au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires, au Compte de Prime d'Emission des MRPS A Sans Droit de Vote et au Compte de Prime d'Emission des MRPS B Sans Droit de Vote d'un montant total de deux cent vingt-trois millions cent six mille quarante-six Euros (223.106.046,-EUR), le tout ayant été libéré par un apport en numéraire, de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme consolidée s'y afférant.

Troisième résolution

En conséquence de ce qui précède et afin de refléter les résolutions susmentionnées, l'associée unique a décidé de modifier et reformuler les statuts de la Société comme suit et a donc requis le notaire instrumentant d'acter la modification et l'entière reformulation des statuts de la Société:

«Chapitre I^{er} . Forme - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Forme - Dénomination. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination «ST Networks Holdings S.à r.l.» (ci-après la «Société»), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présent statuts (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée extraordinaire des Associés déléguant tel que prévu pour la modification des Statuts. Toutefois, le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la ville de Luxembourg.

2.2. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social se sont produits ou sont imminents, de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales; de telles mesures temporaires ne changent en rien la nationalité de la Société, qui restera luxembourgeoise malgré le transfert temporaire de son siège statutaire. La décision de transférer à l'étranger le siège social sera prise par le Conseil de Gérance.

Art. 3. Objet.

3.1. L'objet de la Société est (i) la détention de participations, qu'elle soit directe ou indirecte à travers ses filiales directes ou indirectes, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes (convertibles ou non) de quelque forme que ce soit, de capital ou d'instruments de dettes (convertibles ou non), de quelque forme que ce soit, (incluant sans limitation des titres synthétiques), et (ii) la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, obligations et emprunts obligataires et d'autres titres représentatifs de participations et/ou d'emprunts (convertibles ou non, préférentiels ou non, rachetables ou non).

3.3. D'une façon générale, la Société peut accorder une assistance directe ou indirecte aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe (incluant notamment l'octroi de tout type de prêt), prendre toutes mesures de contrôle et/ou de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

3.4 En particulier, la Société peut conclure tout contrat de garantie, de gage ou toutes autres formes de sûretés, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des actifs (présents ou futurs) de l'entreprise, ou par toutes ou l'une de ces méthodes, en vue de l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de toutes sociétés du groupe ou de tous administrateurs, gérant ou autres mandataires de la Société ou de toutes sociétés du groupe dans les limites de toute disposition légale applicable.

3.5. La Société peut conclure toute sorte de contrats de crédit dérivé, incluant sans limitation tout type de contrats d'échange tel qu'un contrat d'échange par lequel la Société pourra fournir une protection de crédit sur la contrepartie à échanger, tout intérêt et/ou contrats d'échange de devises et autres contrats financiers dérivés.

3.6 La Société peut en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers. De plus, la Société peut agir en tant que gérant de ses filiales et adopter toutes les actions nécessaires ou utiles en leur nom s'il en est ainsi requis par la loi applicable à ces filiales.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital social - Parts sociales - Rachat

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est fixé à quatre cent mille Euros (400.000,-EUR) représenté par:

(i). deux cent vingt-et-un mille quatre cent dix (221.410) parts sociales ordinaires avec droit de vote d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune (ci-après les «Parts Sociales Ordinaires»); chaque détenteur d'une Part Sociale Ordinaire est ci-après individuellement désigné comme un «Associé Ordinaire»;

(ii). mille huit cents (1.800) parts sociales A préférentielles obligatoirement rachetables sans droit de vote d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune (ci-après les «MRPS A Sans Droit de Vote»); et

(iii). cent soixante-seize mille sept cent quatre-vingt-dix (176.790) parts sociales B préférentielles obligatoirement rachetables sans droit de vote d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune (ci-après les «MRPS B Sans Droit de Vote», et collectivement avec les MRPS A Sans Droit de Vote, les «MRPS Sans Droit de Vote»; les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS Sans Droit de Vote sont collectivement désignées ci-après comme les «Parts Sociales»); chaque détenteur d'une MRPS A Sans Droit de Vote est ci-après individuellement désigné comme un «Détenteur de MRPS A Sans Droit de Vote», chaque détenteur d'une MRPS B Sans Droit de Vote est ci-après individuellement désigné comme un «Détenteur de MRPS B Sans Droit de Vote»; le Détenteur de MRPS A Sans Droit de Vote et le Détenteur de MRPS B Sans Droit de Vote sont collectivement désignés comme le «Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote», et le Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote avec les Associés Ordinaires sont collectivement désignés comme les «Associés».

5.2. Tout montant de prime d'émission payé sur les Parts Sociales Ordinaires devra être affecté à un compte de prime d'émission de Parts Sociales Ordinaires (ci-après le «Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires») et la Société devra comptabiliser dans ce compte le montant ou la valeur de toute prime payée sur les Parts Sociales Ordinaires, tout supplément de capital apporté par les Associés Ordinaires à la Société, et tout montant alloué audit Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires en accord avec les Statuts. Tout montant alloué au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires (sauf s'il est totalement ou partiellement alloué à la réserve légale) constitue une somme disponible pour la distribution de dividendes ou toute autre forme de distribution sur les Parts Sociales Ordinaires. Le montant disponible alloué au Compte de Prime d'Emission des Parts Sociales Ordinaires peut être distribué ou remboursé à tout moment sur décision du Conseil de Gérance.

5.3. Tout montant de prime d'émission payé sur les MRPS A Sans Droit de Vote devra être affecté à un compte de prime d'émission des MRPS A Sans Droit de Vote (ci-après le «Compte de Prime d'Emission des MRPS A Sans Droit de Vote») et la Société devra comptabiliser dans ce compte le montant ou la valeur de toute prime payée sur les MRPS A Sans Droit de Vote, tout supplément de capital apporté par le Détenteur de MRPS A Sans Droit de Vote à la Société, et tout montant alloué audit Compte de Prime d'Emission des MRPS A Sans Droit de Vote en accord avec les Statuts. Tout montant alloué au Compte de Prime d'Emission des MRPS A Sans Droit de Vote (sauf s'il est totalement ou partiellement alloué à la réserve légale) constitue une somme disponible pour la distribution de dividendes ou toute autre forme de distribution sur les MRPS A Sans Droit de Vote. Le montant disponible alloué au Compte de Prime d'Emission des MRPS A Sans Droit de Vote peut être distribué ou remboursé à tout moment sur décision du Conseil de Gérance.

5.4 Tout montant de prime d'émission payé sur les MRPS B Sans Droit de Vote devra être affecté à un compte de prime d'émission des MRPS B Sans Droit de Vote (ci-après le «Compte de Prime d'Emission des MRPS B Sans Droit de Vote») et la Société devra comptabiliser dans ce compte le montant ou la valeur de toute prime payée sur les MRPS B Sans Droit de Vote, tout supplément de capital apporté par le Détenteur de MRPS B Sans Droit de Vote à la Société, et tout montant alloué audit Compte de Prime d'Emission des MRPS B Sans Droit de Vote en accord avec les Statuts. Tout montant alloué au Compte de Prime d'Emission des MRPS B Sans Droit de Vote (sauf s'il est totalement ou partiellement alloué à la réserve légale) constitue une somme disponible pour la distribution de dividendes ou toute autre forme de distribution sur les MRPS B Sans Droit de Vote. Le montant disponible alloué au Compte de Prime d'Emission des MRPS B Sans Droit de Vote peut être distribué ou remboursé à tout moment sur décision du Conseil de Gérance.

5.5. Les Parts Sociales Ordinaires peuvent être émises ou annulées à tout moment au moyen d'une décision de l'Associé unique ou de l'assemblée générale des Associés Ordinaires adoptée par les Associés Ordinaires représentant les trois quarts des Parts Sociales Ordinaires de la Société.

5.6. Les MRPS Sans Droit de Vote peuvent être émises ou annulées à tout moment au moyen d'une décision de l'Associé unique ou de l'assemblée générale des Associés adoptée par les Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société, incluant au moins une majorité des trois quarts des MRPS Sans Droit de Vote.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Envers la Société, les Parts Sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Part Sociale est admis. Les copropriétaires doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.2. Chaque Part Sociale Ordinaire confère un droit de vote identique et chaque Associé Ordinaire a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital de la Société. La Société peut seulement émettre des Parts Sociales Ordinaires ayant chacune un droit de vote égal.

6.3. Par exception, quand et seulement quand toutes les Parts Sociales émises par la Société sont détenues par un seul Associé, la Société peut décider d'émettre des MRPS Sans Droit de Vote ou de convertir les Parts Sociales Ordinaires existantes en MRPS Sans Droit de Vote. De telles parts sociales ne posséderont alors aucun de droit de vote et ne pourront en aucun cas être prises en considération pour les besoins du calcul de quorum ou de majorité, sauf pour les résolutions ayant comme objet:

(i). l'émission de nouvelles MRPS Sans Droit de Vote par la Société ou la conversion de MRPS Sans Droit de Vote en Parts Sociales Ordinaires de la Société;

(ii). la réduction du capital social de la Société;

(iii). la détermination et le changement des droits attachés aux MRPS Sans Droit de Vote, incluant mais sans limitation, le droit aux dividendes préférentiels;

(iv). le changement d'objet social de la Société;

(v). la dissolution de la Société;

(vi). l'émission d'obligations convertibles (émises seulement sans offre publique);

(vii). le changement de la forme sociale ou de la nationalité de la Société.

6.4. Lorsque, à tout moment durant l'existence de la Société, ses Parts Sociales sont détenues par plus d'un seul Associé, toutes les MRPS Sans Droit de Vote seront automatiquement et immédiatement converties, selon le choix du Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote, en (i) Parts Sociales Ordinaires et/ou en (ii) Parts Sociales ayant les mêmes caractéristiques que les MRPS A Sans Droit de Vote mais ayant un droit de vote et/ou en (iii) Parts Sociales ayant les mêmes caractéristiques que les MRPS B Sans Droit de Vote mais ayant un droit de vote. Dans ce cas, le registre des Parts Sociales de la Société sera mis à jour dès que possible afin de refléter cette conversion automatique et les Statuts seront modifiés durant la prochaine assemblée des Associés amenée à se réunir après la conversion automatique.

6.5. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés.

La cession de Parts Sociales (inter vivos) à des non-Associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société, incluant au moins une majorité des trois quarts des MRPS Sans Droit de Vote.

Une cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle a été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec l'article 1690 du code civil.

Pour toutes les autres questions, il est fait référence aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.6. Un registre des Associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi et peut être consulté par chaque Associé qui le désire.

Art. 7. Rachat.

7.1. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales Ordinaires dans les limites fixées par la Loi.

7.2. Les MRPS Sans Droit de Vote émises par la Société sont des parts sociales obligatoirement rachetables conformément aux dispositions suivantes:

Les MRPS Sans Droit de Vote doivent être rachetées sur base d'une décision discrétionnaire de la Société ou du Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote, et au plus tard, au dixième (10^{ème}) anniversaire de la date d'émission des MRPS Sans Droit de Vote (ci-après la «Date d'Echéance»).

7.3. Le rachat des MRPS Sans Droit de Vote est soumis aux conditions suivantes:

(i). il peut seulement être effectué en utilisant les sommes disponibles pour une distribution en conformité avec la Loi, et dans la mesure où (a) la Société n'est pas insolvable ou ne deviendra pas insolvable après avoir effectué ce paiement, (b) le rachat n'aura pas pour effet de réduire l'actif net total en dessous du montant du capital souscrit augmenté des réserves qui ne peuvent être distribuées, et (c) la Société a des ressources disponibles suffisantes pour effectuer ce rachat, correspondant aux résultats du dernier exercice clos augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur des réserves disponibles (primes d'émission incluses) et qui sont disponibles à cet effet, diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve conformément à la Loi ou aux Statuts (ci-après les «Sommes Disponibles»); et

(ii). un montant égal à la valeur nominale ou, en l'absence d'une telle valeur, à la valeur au pair comptable de toutes les MRPS Sans Droit de Vote devant être rachetées, sera alloué à une réserve non distribuable aux Associés sauf dans le cas d'une réduction du capital social souscrit de la Société; sauf dans ce cas précis, la réserve ne peut être utilisée que pour augmenter le capital social souscrit de la Société par incorporation de cette réserve.

7.4. Le Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote rachetée a le droit de recevoir un paiement en numéraire, pour chaque MRPS Sans Droit de Vote rachetée (ci-après le «Prix de Rachat»), égal à:

(i). la valeur nominale ou, en l'absence d'une telle valeur, à la valeur au pair comptable de chacune de ses MPRS Sans Droit de Vote devant être rachetée;

(ii). tous les intérêts relatifs au Dividende Préférentiel de Classe A et/ou au Dividende Préférentiel de Classe B (tels que définis à l'article 18.2. des Statuts) échus mais non-versés que le Détenteur de MRPS A Sans Droit de Vote et/ou le Détenteur de MRPS B Sans Droit de Vote, le cas échéant, est/sont en droit de recevoir au moment du rachat; et

(iii). un montant correspondant au solde du Compte de Prime d'Emission des MRPS A sans Droit de Vote et/ou du Compte de Prime d'Emission des MRPS B sans Droit de Vote, le cas échéant, divisé par le nombre de MRPS A Sans Droit de Vote en émission et/ou le nombre de MRPS B Sans Droit de Vote en émission, préalablement au rachat.

7.5. Toutefois, à la Date d'Echéance, si les Sommes Disponibles sont insuffisantes pour que la Société puisse racheter la totalité des MRPS Sans Droit de Vote, le rachat de toutes les MRPS Sans Droit de Vote ne sera pas entravé; une telle insuffisance entraînera seulement le report du paiement du Prix de Rachat dû à la Date d'Echéance (ci-après le «Prix de Rachat à l'Echéance»).

Dans ce cas, la Société devra verser au Détenteur des MRPS Sans Droit de Vote rachetées uniquement une portion du Prix de Rachat à l'Echéance jusqu'à concurrence du montant des Sommes Disponibles à la Date d'Echéance; la partie restante du Prix de Rachat à l'Echéance devant être payée en un ou plusieurs versements, dès que la Société disposera des Sommes Disponibles à cette fin. Afin d'éviter tout doute, et en cas de paiement de dividende, le droit au paiement d'une indemnité ayant les mêmes caractéristiques juridiques que le Dividende Préférentiel devra s'appliquer sur la partie des MRPS Sans Droit de Vote qui n'a pas été rachetée après la Date d'échéance jusqu'à leur remboursement total.

Chapitre III. Gestion

Art. 8. Le Conseil de Gérance.

8.1. La société est gérée par un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance») composé d'au moins deux (2) membres (chacun, un «Gérant») pouvant être divisé en un ou plusieurs Gérant(s) A et un ou plusieurs Gérant(s) B, qui ne sont pas nécessairement Associés. Les décisions du Conseil de Gérance seront prises collectivement.

8.2. Les Gérants seront nommés par une décision de l'assemblée générale des Associés adoptée en conformité avec les Articles 15 et 16 des Statuts.

8.3 Les Gérants sont nommés pour une durée illimitée et restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Ils sont rééligibles.

8.4 Un gérant est révocable ad nutum (sans justifier d'une raison) à n'importe quel moment par une résolution des Associés.

8.5 En cas de vacance d'un ou plusieurs postes de Gérant(s) au sein du Conseil de Gérance, pour cause de décès, retraite ou autre, les Gérants restants doivent désigner un ou plusieurs successeurs pour pourvoir ces postes vacants jusqu'à la prochaine assemblée des Associés.

8.6 La Société pourra rembourser aux Gérants les dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de leur mandat, y compris les dépenses raisonnables de voyage et de logement survenues lors de la participation à des Conseils de Gérance.

Art. 9. Modalités procédurales du Conseil de Gérance.

9.1. Le Conseil de Gérance pourra choisir parmi ses membres, un président et un vice-président. Il pourra aussi choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être un Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des Associés.

9.2. Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation de tout Gérant ou du secrétaire au lieu indiqué dans la convocation. La convocation contenant l'agenda doit être envoyée par lettre (courrier express ou courrier spécial), par e-mail, par télégramme, par télex ou par fax à chacun des Gérants suffisamment à l'avance de chaque réunion du Conseil de Gérance. Cette convocation peut être levée par le consentement de chaque Gérant donné par écrit, par fax, par télégramme, par e-mail ou par lettre. Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions tenues aux heures et lieux indiqués dans l'emploi du temps préalablement adopté par une décision du Conseil de Gérance. Tout effort raisonnable sera fait pour que chaque Gérant obtienne suffisamment à l'avance de chaque réunion du Conseil de Gérance une copie des documents et/ou matériaux à discuter et/ou à approuver à cette réunion.

9.3. Chaque Gérant peut agir à toute réunion du Conseil de Gérance en nommant un autre Gérant par écrit ou par fax, par e-mail, par télégramme ou par télex, comme son mandataire. L'utilisation d'équipement pour conférences vidéo et conférences téléphoniques est autorisée et les Gérants utilisant ces technologies sont présumés être présents et seront autorisés à voter par vidéo ou par téléphone. Après délibération, les votes pourront être exprimés par écrit ou par fax, par e-mail, par télégramme, par télex ou par téléphone, dans ce dernier cas le vote doit être confirmé par écrit.

9.4. Des résolutions écrites du Conseil de Gérance peuvent être valablement prises si elles sont approuvées par écrit et signées par tous les Gérants. Une telle approbation pourra être donnée dans un seul ou dans plusieurs documents séparés.

9.5. Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des Gérants est présente ou représentée à la réunion du Conseil de Gérance, avec au moins un Gérant A et un Gérant B présents ou représentés s'ils ont été nommés.

9.6. Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion. La voix du président du Conseil de Gérance sera prépondérante en cas de partage égal des voix.

Art. 10. Procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.

10.1. Les résolutions du Conseil de Gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par tous les Gérants présents ou représentés.

10.2. Alternativement, les procès-verbaux seront signés par le président de séance au nom et pour le compte de tous les Gérants présents ou représentés à condition que chacun des Gérants présents ou représentés ait adopté cette procédure. Dans ce cas, une liste de présence qui restera annexée au procès-verbal de séance, sera signée par le président ainsi que par tous les Gérants présents lors de la réunion du Conseil de Gérance. Les copies et extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président de la réunion, par le secrétaire ou par deux Gérants, comprenant un Gérant A et un Gérant B s'ils ont été nommés.

Art. 11. Pouvoirs du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour effectuer tous les actes et opérations entrant dans l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des Associés, tombent sous la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 12. Délégation.

12.1. Deux membres du Conseil de Gérance, incluant au moins un Gérant A et un Gérant B (s'ils ont été nommés), peuvent déléguer leurs pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

12.2. Deux membres du Conseil de Gérance, incluant au moins un Gérant A et un Gérant B (s'ils ont été nommés), déterminent les responsabilités et la rémunération quelconque (s'il y en a) de tout mandataire, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 13. Pouvoir de signature. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux Gérants, comprenant au moins un Gérant A et un Gérant B (s'ils ont été nommés), par la signature unique ou conjointe de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil de Gérance ou par deux Gérants, comprenant au moins un Gérant A et un Gérant B (s'ils ont été nommés).

Art. 14. Responsabilité des Gérants.

14.1. Tout Gérant ne contracte en raison de sa fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; en tant que mandataire social, il est seulement responsable pour l'exécution de son mandat.

14.2. La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécutants et administrateurs, contre les dépenses, dommages, compensations et coûts raisonnablement supportés par lui en rapport avec toute action, procès ou poursuites dont il est partie en raison de sa personne ou en tant que Gérant, ou, à la demande de la Société, ou de toute autre société dont la Société est associée ou créancier et pour lequel il n'est pas en droit d'être indemnisé, à l'exception des affaires pour lesquelles une court le juge dans le cadre d'une telle action, procès ou poursuites, responsable de négligence grave ou d'inconduite; dans le cadre d'un accord transactionnel ou de toute autre procédure où une court n'intervient pas, l'indemnisation doit être fournie uniquement en liaison avec ces affaires couvertes par cet accord transactionnel ou par toute autre forme d'accord entre les parties, et seulement dans la mesure où la Société se voit confirmer par son conseiller juridique que la personne qui doit être indemnisée n'a pas commis une négligence grave ou une inconduite. Le droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits auxquels il pourrait avoir droit.

Chapitre IV. Assemblées générales des associé(s)

Art. 15. Pouvoirs de l'assemblée générale des Associé(s) - Droits de vote.

15.1. Sans préjudice des articles 15.2. et 15.3. des Statuts, les résolutions des Associés sont adoptées en assemblées générales.

15.2. Si le nombre d'Associés n'excède pas 25 (vingt-cinq) Associés, les décisions des Associés pourront être prises par résolution circulaire. Les Associés seront consultés par écrit conformément à l'article 16.2. des Statuts et exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des Associés peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, confirmées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

15.3. Les Associé(s) assument tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des Associés. Les décisions des Associé(s) sont consignées en procès-verbaux ou rédigées par écrit.

15.4. Quel que soit le nombre d'Associés, le bilan et le compte de profits et pertes doivent être soumis pour approbation aux Associés qui doivent également voter spécifiquement sur la décharge à donner au Conseil de Gérance.

Art. 16. Convocations, quorum, majorité et procédures de vote.

16.1. Les Associés peuvent être convoqués ou consultés par tout Gérant de la Société. Le Conseil de Gérance doit convoquer ou consulter les Associés à la demande des Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

16.2. Les Associés sont convoqués ou consultés par écrit, soit en original ou par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

16.3. Une convocation écrite à toute assemblée des Associés sera donnée à tous les Associés au moins 8 (huit) jours avant la date fixée de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite assemblée.

16.4. Toutes les convocations, rapports et documents qui, en vertu de La loi doivent être envoyés ou notifiés aux Associés Ordinaires de la Société seront également envoyés ou notifiés au Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote.

16.5. Les assemblées des Associés de la Société seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

16.6. Si tous les Associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des Associés et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

16.7. Un Associé peut prendre part à toute assemblée générale des Associés de la Société en désignant une autre personne comme mandataire (Associé ou non) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

16.8. Les décisions collectives ne sont valablement prises que dans la mesure où elles sont adoptées par des Associés Ordinaires détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première assemblée ou première consultation écrite, les Associés Ordinaires seront convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

16.9. A moins qu'il n'en soit disposé autrement dans les Statuts, les résolutions pour modifier les Statuts ou pour dissoudre et liquider la Société ne peuvent être adoptées que par la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société. Si la décision porte sur une matière où le Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote est habilité à voter conformément à l'article 6.3. des Statuts, la décision doit remplir les conditions de quorum et de majorité dans chaque classe de Parts Sociales.

16.10. En aucun cas la majorité ne peut obliger un des Associés à augmenter sa participation dans la Société.

16.11. Les Associés peuvent changer la nationalité de la Société uniquement par vote unanime.

Chapitre V. Exercice social - Affectation des bénéfices

Art. 17. Exercice social.

17.1. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} avril de chaque année et se termine le 31 mars de l'année suivante.

17.2. A la fin de chaque exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Conseil de Gérance et le Conseil de Gérance prépare un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société.

17.3. Tout Associé peut prendre connaissance de ces inventaires et bilans au siège social de la Société.

Art. 18. Affectation des bénéfices.

18.1. La Réserve Légale

Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que et tant que la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

18.2. Le Dividende Préférentiel des MRPS Sans Droit de Vote

Suite à l'allocation à la réserve légale, le Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote aura le droit au versement de:

a) pour le Détenteur de MRPS A Sans Droit de Vote, le paiement d'un dividende préférentiel, cumulatif et remboursable égal à zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) de la valeur nominale (comprenant la valeur du Compte de Prime d'Émission des MRPS A Sans Droit de Vote) ou, en l'absence d'une telle valeur, à la valeur au pair comptable de chaque MRPS A Sans Droit de Vote (ci-après le «Dividende Préférentiel de Classe A»); et

b) pour le Détenteur de MRPS B Sans Droit de Vote, le paiement d'un (i) dividende préférentiel, cumulatif et remboursable égal à un pour cent (1%) de la valeur nominale (comprenant la valeur du Compte de Prime d'Émission des MRPS B Sans Droit de Vote) ou, en l'absence d'une telle valeur, à la valeur au pair comptable de chaque MRPS B Sans Droit de Vote (ci-après le «Dividende Préférentiel Fixe de Classe B») et d'un (ii) dividende préférentiel, cumulatif et remboursable (ci-après le «Deuxième Dividende Préférentiel») égal à la différence entre la portion de revenus d'intérêt provenant d'un prêt d'actionnaire octroyé par la Société à sa filiale détenue en propriété exclusive ou à toute autre filiale de la Société ou par tout autre actif de remplacement temporaire financé par les MRPS B Sans Droit de Vote et le Dividende Préférentiel Fixe de Classe B, moins une rémunération de pleine concurrence (le Dividende Préférentiel Fixe

de Classe B et le Deuxième Dividende Préférentiel sont collectivement désignés ci-après comme le «Dividende Préférentiel de Classe B»; le Dividende Préférentiel de Classe A et le Dividende Préférentiel de Classe B sont collectivement désignés ci-après comme le «Dividende Préférentiel»), étant compris qu'une rémunération de pleine concurrence signifie une rémunération déterminée dans un rapport de prix de transfert préparé par un conseiller indépendant et confirmé dans un accord préalable en matière de prix de transfert accordé par l'Administration des contributions directes du Luxembourg.

Ce Dividende Préférentiel est cumulatif et remboursable, ce qui signifie que le Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote devra, durant les exercices sociaux postérieurs, pouvoir récupérer le Dividende Préférentiel qu'il n'aura pas pu recevoir durant les exercices sociaux précédents pendant lesquels il n'y aura pas eu de profit réalisé ou distribué.

Par conséquent, si les résultats d'un exercice social ne permettent pas de payer le Dividende Préférentiel en totalité ou si l'assemblée générale des Associés décide de ne pas payer un dividende en dépit de l'existence de bénéfices, la fraction non payée du Dividende Préférentiel pour une année donnée sera payée durant les années subséquentes, sans préjudice des autres droits réservés au Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote dans cette hypothèse. La récupération du Dividende Préférentiel n'est pas limitée dans le temps.

Cependant, les MRPS Sans Droit de Vote ne donnent pas droit à un paiement supplémentaire d'un dividende ordinaire qui est réservé aux Associés Ordinaires.

18.3. La distribution du solde des bénéfices nets de la Société

Le solde des bénéfices nets de la Société peut être distribué à/aux Associé(s) Ordinaire(s) en proportion de sa/leur participation dans le capital de la Société.

Art. 19. Dividendes.

19.1. Distribution des dividendes annuels

A la fin de chaque exercice social et suivant l'approbation des comptes annuels par les Associés en conformité avec la Loi, les Associés peuvent décider de distribuer un dividende annuel en conformité avec la Loi et l'article 18 des Statuts.

19.2. Distribution des dividendes intérimaires

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, sous réserve du respect des règles de répartition entre le Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote et l'Associé Ordinaire telles que fixées par l'article 18 des Statuts, aux conditions suivantes:

- (i). un état intérimaire des comptes ou un inventaire ou un rapport est établi par le Conseil de Gérance de la Société;
- (ii). cet état intérimaire des comptes, inventaire ou rapport montre que des bénéfices et autres réserves (en ce compris les primes d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables (en ce compris les primes d'émission) mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii). la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil de Gérance de la Société;
- (iv). assurance a été obtenue que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés; et
- (v). si, après la clôture de l'exercice social, le montant disponible à la distribution apparaît inférieur au montant distribué en tant que dividende intérimaire, le montant trop-perçu par les Associés sera considéré comme une avance sur le dividende suivant dans la mesure où les Associés ont reçu le trop-perçu en toute bonne foi.

19.3. Distribution de réserves et/ou de résultat reporté

En plus du dividende annuel, les Associés peuvent décider à tout moment durant l'exercice social de distribuer tout ou partie des réserves disponibles et/ou des résultats reportés telles que montrées dans les derniers comptes annuels qui ont été approuvés par les Associés en conformité avec la Loi, dans la mesure où ces réserves n'ont pas été réduites par les pertes reportées et/ou la perte réalisée depuis le dernier exercice social pour lequel de tels comptes annuels ont été approuvés et dans la mesure où cette distribution est faite en conformité avec les règles relatives à l'affectation des bénéfices énoncées dans l'article 18 des Statuts. Afin d'éviter tout doute, il est précisé que les Associés ont le droit de procéder à une distribution de tout ou partie des réserves disponibles et/ou des résultats reportés alors même que les comptes annuels du dernier exercice clôturé n'ont pas encore été approuvés à condition que (i) les comptes annuels de l'exercice précédent aient été approuvés et que (ii) une situation intérimaire ait été fournie aux Associés afin de leur permettre de vérifier l'existence de réserves et de résultats reportés distribuables.

19.4. Distributions en nature

Le Conseil de Gérance pourra décider sous réserve du consentement de chaque Associé, de procéder à une distribution en nature au lieu de liquidités. Dans un tel cas, la distribution en nature devra être faite à la valeur attribuée à ces actifs. Si ces actifs sont soumis à des restrictions pour toute distribution ou toute cession subséquente (incluant, pour éviter tout doute, toutes restrictions légales et/ou contractuelles), le Conseil de Gérance prendra en compte ces restrictions dans la détermination de la valeur des actifs distribués.

Chapitre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Causes de dissolution. La Société ne doit pas être dissoute pour cause de décès, suspension des droits civiques, insolvabilité ou faillite de l'Associé unique ou d'un des Associés.

Art. 21. Liquidation.

21.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Associés, nommés par une résolution de l'Associé unique ou de l'assemblée générale des Associés qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision des Associés, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus larges pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

21.2. Après paiement de toutes les dettes et obligations de la Société dues envers les tiers ou le dépôt des fonds à cet effet, le Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote aura un droit préférentiel au paiement, pour chaque MRPS Sans Droit de Vote, de:

- la valeur nominale ou, en l'absence d'une telle valeur, la valeur au pair comptable de chacune de ses MRPS Sans Droit de Vote;

- tout Dividende Préférentiel de Classe A et/ou tout Dividende Préférentiel de Classe B échu mais impayé, le cas échéant; et

- un montant correspondant au solde du Compte de Prime d'Emission des MRPS A sans Droit de Vote divisé par le nombre de MRPS A Sans Droit de Vote en émission et/ou un montant correspondant au solde du Compte de Prime d'Emission des MRPS B sans Droit de Vote divisé par le nombre de MRPS B Sans Droit de Vote en émission, le cas échéant.

21.3. Après paiement de toutes les dettes et obligations de la Société et après le paiement de tout montant dû au Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote en vertu du présent article 21, ou le dépôt de fonds à cet effet, l'excédent sera versé aux Associés Ordinaires en proportion du nombre de Parts Sociales Ordinaires détenues dans la Société.

21.4. Le Détenteur de MRPS Sans Droit de Vote sera dans tous les cas payés avant les Associés Ordinaires.

Chapitre VII. Loi applicable

Il est fait référence aux dispositions de la Loi pour tous les points qui ne font pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces Statuts.».

Quatrième résolution

L'associée unique a décidé de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications qui précédent, et de donner pouvoir et autorité à tout Gérant de la Société afin de procéder, pour le compte de la Société, à l'inscription des MRPS Sans Droit de Vote nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes modifications des statuts de la Société, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 7.000 euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il/elle a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: Remy, Kesslerer.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 18 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12549. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014150420/989.

(140171127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Symbio S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 184.073.332,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 148.215.

In the year two thousand fourteen, on the twenty-third day of September

Before Maître Jean SECKLER, civil law notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

The Board of Directors of the public limited liability company ("société anonyme") "Symbio S.A.", R.C.S. Luxembourg section B number 148 215, having its registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, incorporated by deed drawn up and enacted by notary Maître Joseph Elvinger, dated 10 September 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1953 on 7 October 2009.;

here represented by Mrs Raissana BACAR, lawyer, with professional residence in L-2555 Luxembourg, 14 rue de Strassen, pursuant to resolutions of the Board of Directors of Symbio S.A. for inter alia the issue of shares, dated 7 August 2014 (the "Resolutions"), a copy of which signed "ne varietur" by the representative of the appearing person and the attesting notary public, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

The articles of association of the Company have been amended for the last time by deed of notary Joseph Elvinger of 20 November 2013, published in the Mémorial C, number 1642 dated 26 June 2014.

The said appearing person, acting in her capacity, has requested the attesting notary to record her declarations and statements which follow:

I.- That the subscribed share capital of the prenamed société anonyme "Symbio S.A.", amounts currently to one million eight hundred twenty-five thousand seven hundred ninety-three Euro and eighty-eight Cent (EUR 1,825,793.88), represented by (i) seventy-four million eight hundred and seventy-three thousand six hundred and ninety (74,873,690) Class A Shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each, (ii) forty million (40,000,000) Class B Shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each, (iii) twenty-five million twenty-two thousand and forty two (25,022,042) Class C Shares having a par value of one Cent (EUR 0.01) each, and (iv) forty-two million six hundred eighty-three thousand six hundred and fifty-six (42,683,656) Class D Shares having a par value of one Cent (EUR 0.01) each.

II.- That pursuant to article five of the articles of incorporation, the authorized capital has been fixed at six hundred seven thousand seven hundred seventy-six Euro (EUR 607,776) whereby (i) an amount of EUR 166,000 shall be represented by sixteen million six hundred thousand (16,600,000) Shares (the "General Authorised Share Capital"), and (ii) an amount of four hundred and forty-one thousand seven hundred and seventy-six euro (EUR 441,776) shall be represented by forty-four million one hundred and seventy-seven thousand six hundred (44,177,600) Class D shares (the "Class D Authorised Share Capital"). (i) The General Authorised Share Capital and the related authorisation and waiver shall be valid for a period starting on 31 October 2013 and ending five (5) years after the date of the publication of the minutes of the relevant general meeting in the Mémorial and (ii) the Class D Authorised Share Capital and the related authorisations and waivers shall be valid for a period starting on 31 October 2013 and ending on 31 December 2014.

III.- That the Board of Directors, has pursuant to the Resolutions, (i) increased the issued share capital by the amount of fourteen thousand nine hundred and thirty-nine euros and forty-four cents (EUR 14,939.44) so as to raise the subscribed capital from its present amount of one million eight hundred and twenty-five thousand seven hundred and ninety-three euros and eighty-eight cents (EUR 1,825,793.88) to one million eight hundred and forty thousand seven hundred and thirty-three euros and thirty-two cents (EUR 1,840,733.32), and (ii) issued one million four hundred and ninety-three thousand nine hundred and forty-four (1,493,944) new fully paid Class D shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each by way of incorporation of available reserves, the sufficiency of which has been evidenced, into the issued share capital.

IV.- That the Class D shares have been issued to the following persons as follows:

- Big Bend XI Investments, L.P., for an amount of 448,949 Class D shares;
- Bolton Graham J., for an amount of 322,027 Class D shares;
- Massa Anthony, for an amount of 322,027 Class D shares;
- Keating Michael, for an amount of 202,382 Class D shares;
- Baldini Debbie, for an amount of 111,060 Class D shares;
- Kirchhoff Susan, for an amount of 87,499 Class D shares;

V. That the new Class D shares have been issued fully paid, by way of incorporation of available reserves, the sufficiency of which has been evidenced, into the issued share capital.

Existence and valuation of the contributions in kind Reserves

The proof of the existing free reserves has been reported to the undersigned notary by a balance sheet showing such amounts, their allocation as reserves having been duly approved by the general meeting of the shareholders.

VI.- That following the realization of this authorized increase of the share capital, article five, paragraph one, of the articles of incorporation has therefore been modified and reads as follows:

" Art. 5. First paragraph.

5.1 The corporate capital of the Company is set at one million eight hundred and forty thousand seven hundred and thirty-three euros and thirty-two cents (EUR 1,840,733.32) consisting of a total of one hundred eighty-four million and seventy-three thousand three hundred and thirty-two (184,073,332) shares, divided into (i) seventy-four million eight hundred and seventy-three thousand six hundred and ninety (74,873,690) Class A Shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each, (ii) forty million (40,000,000) Class B Shares having a par value of one cent (EUR 0.01) each, (iii) twenty-five million twenty-two thousand and forty-two (25,022,042) Class C Shares having a par value of one Cent (EUR 0.01) each, and (iv) forty-four million one hundred and seventy-seven thousand six hundred (44,177,600) Class D Shares having a par value of one Cent (EUR 0.01) each.

Expenses

The expenses, encumbant on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately one thousand one hundred Euro.

Prevailing language

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Le Conseil d'administration de la société anonyme "Symbio S.A.", inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 148 215, 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, constituée suivant acte instrumenté et reçu par le notaire Joseph Elvinger en date du 10 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1953 le 7 octobre 2009,

ici représenté par Me Raissana BACAR, avocat, ayant son domicile professionnel à L-2555 Luxembourg, 14 rue de Strassen, en vertu des résolutions du Conseil d'Administration de Symbio S.A. pour, inter alia, émettre des actions, datées du 7 août 2014 (les «Résolutions»), copie desquelles ont été signées ne varietur par le représentant des comparantes et le notaire instrumentant, qui resteront annexés au présent acte avec lequel il sera enregistré.

Les statuts de la Société ont été amendés pour la dernière fois par un acte du notaire Joseph Elvinger du 20 novembre 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1642 du 26 juin 2014.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que le capital social de la société anonyme "Symbio S.A.", prédésignée, s'élève actuellement à d'un million huit cent vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-treize euros et quatre-vingt-huit cents (EUR 1.825.793,88), représenté par soixante-quatorze millions huit cent soixante-treize mille six cent quatre-vingt-dix (74.873.690) Actions de Catégorie A ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, (ii) en quarante millions (40.000.000) Actions de Catégorie B ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune et (iii) vingt-cinq millions vingt-deux mille quarante-deux (25.022.042) Actions de Catégorie C ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, et (iv) quarante-deux million six cent quatre-vingt-trois mille six cent cinq-six (42,683,656) Actions de Catégorie D ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune.

II.- Qu'aux termes de l'article cinq des statuts, le capital autorisé de la société a été fixé à six cent sept mille sept cent soixante-seize (EUR 607.776,-) dont (i) un montant de cent soixante-six mille euros (EUR 166.000) sera représenté par seize millions six cent mille actions (16.600.000) (le «Capital Autorisé Général») et (ii) un montant de quatre cent quarante-et-un mille sept cent soixante-seize euros (EUR 441.776) sera représenté par quarante-quatre millions cent soixante-dix-sept mille six cents (44.177.600) actions de Catégorie D (le «Capital Autorisé de Catégorie D»). (i) Le Capital Autorisé Général ainsi que les autorisations et renonciations y relatives seront valables pour une période débutant le 31 octobre 2013 et se terminant cinq (5) années après la date de publication du procès-verbal de l'assemblée générale concernée dans le Mémorial et (ii) le Capital Autorisé de Catégorie D ainsi que les autorisations et renonciations y relatives seront valables pour une période commençant le 31 octobre 2013 et se terminant le 31 décembre 2014.

III.- Que le Conseil d'Administration, en vertu des Résolutions, a (i) augmenté le capital social autorisé à concurrence de quatorze mille neuf cent trente-neuf euros et quarante-quatre cents (EUR 14.939,44) en vue d'augmenter le capital social actuel souscrit de son montant actuel d'un million huit cent vingt-cinq mille sept cent quatre-vingt-treize euros et

quatre-vingt-huit cents (EUR 1.825.793,88) à un million huit cent quarante mille sept cent trente-trois euros et trente deux cents (EUR 1.840.733,32) et (ii) émis un million quatre cent quatre-vingt-treize mille neuf cent quarante-quatre (1.493,944) actions de Classe D d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune par incorporation de réserves, dont la suffisance a été justifiée, dans le capital social émis;

IV. Que les actions de Classe D ont été émises aux personnes indiquées ci-dessous:

- Big Bend XI Investments, L.P., pour un montant total de 448.949 actions de Classe D;
- Bolton Graham J., pour un montant total de 322.027 actions de Classe D;
- Massa Anthony, pour un montant total de 322.027 actions de Classe D;
- Keating Michael, pour un montant total de 202.382 actions de Classe D;
- Baldini Debbie, pour un montant de 111.060 actions de Classe D;
- Kirchhoff Susan, pour un montant de 87.499 actions de Classe D.

V. Que les actions de Classe D ont été émises, entièrement payées, par incorporation de réserves, dont la suffisance a été justifiée, dans le capital social.

*Existence et évaluation des contributions en nature
Réserves*

La preuve de l'existence de réserves disponibles a été apportée au notaire instrumentant par un bilan prouvant ces montants, et le fait que leur allocation au compte de réserve a été approuvée par l'assemblée générale des actionnaires.

VI. Que suite à la réalisation de cette augmentation dans les limites du capital autorisé, le premier alinéa de l'article cinq des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

" Art. 5. Premier alinéa.

5.1 La Société a un capital social d'un million huit cent quarante mille sept cent trente-trois euros et trente-deux cents (EUR 1.840.733,32) consistant en un total de cent quatre-vingt-quatre millions soixante-treize mille trois cent trente-deux (184.073.332) actions divisées (i) en soixante-quatorze millions huit cent soixante-treize mille six cent quatre-vingt-dix (74.873.690) Actions de Catégorie A ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, (ii) en quarante millions (40.000.000) Actions de Catégorie B ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune et (iii) vingt-cinq millions vingt-deux mille quarante-deux (25.022.042) Actions de Catégorie C ayant une valeur nominale d'un Cent (EUR 0,01) chacune, et (iv) et quarante-quatre millions cent soixante-dix-sept mille six cent (44.177.600) actions de Catégorie D d'une valeur nominale d'un Cent (EUR 0,01) chacune.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cent euros.

Version prépondérante

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Raissana BACAR, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 septembre 2014. Relation GRE/2014/3760. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014150387/154.

(140171701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Hotel & Resort Investment, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 65.000,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 135.348.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2014152830/11.

(140174674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Chandela Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 127.835.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société prise en date du 2 octobre 2014, qu'il a été mis fin au mandat de gérant de la Société de Mr. David Heaney et de M. Martin John Pugh avec effet immédiat

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Chandela Trust S.à r.l.

Référence de publication: 2014152622/12.

(140174419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Teal 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 69.899.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of September,

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-Sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Teal Corby S.à r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 78060,

here duly represented by Mrs Sophie Henryon, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Teal 1 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company ("société à responsabilité limitée") having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of fifteen thousand British pounds (GBP 15,000) represented by fifteen (15) shares of one thousand British pounds (GBP 1,000) each and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") under number B 69899, incorporated by notarial deed enacted on May 10, 1999 by and before Maître Franck BADEN, notary residing in Luxembourg, and published in the Luxembourg official gazette ("Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations"), number 576, on July 27, 1999 (the "Company"). The articles of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed enacted on February 9, 2012 by and before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 992 on April 17, 2012.

Such appearing party representing the whole corporate capital took the following resolutions:

First resolution

In compliance with the law of the Grand-Duchy of Luxembourg of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), the Sole Shareholder decides to dissolve and put the Company into liquidation.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves:

That BRE/Management 6 S.A., a public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") under number B 164777, is appointed as liquidator for the purpose of winding up the affairs of the Company.

That in addition to all the powers and duties set out under the Law, the liquidator has the power to realize the assets, to pay off the creditors and to distribute to the Sole Shareholder, in species or kind, the whole or any part of the remaining assets of the Company (whether they shall consist of property of the same kind or not).

That the liquidator shall have the power to pay any classes of creditors in full and to make any compromise or arrangement with creditors or persons claiming to be creditors, or having or alleging themselves to have any claim present or future, certain or contingent, ascertained or sounding only in damages against the Company, or whereby the Company may be rendered liable.

That the liquidator shall have the power to request from the Sole Shareholder or any other debtors that they pay the sums that they committed to pay into or to the Company and to obtain the payment of the amounts due.

That the liquidator shall have the power to pay any sums owed to creditors, when those sums have not been paid.

That the liquidator shall have the power to take all steps required in order to bring the Company into line with Luxembourg legislation. This includes, but is not limited, filing any tax returns and paying any taxes and contribution until the year which the liquidation is completed.

That the liquidator shall have the power to terminate any current contract or commitment and to enter into agreements with suppliers for liquidation purposes.

That the liquidator shall have the power to assign, subcontract or delegate any task relating to the liquidation to a third party.

That the liquidator shall have the power to conduct any ancillary assignments which may be required and useful for liquidation purposes.

That the liquidator shall have the power to take any conservatory measure or any administrative measure in the context of the liquidation of the Company.

That the liquidator may convene a general meeting of the Company at its registered office or at any appropriate location in the Grand Duchy.

That the liquidator will make a report to the general meeting on the use of the Company's assets and present supporting accountings and documents, to maintain the required accounting documentation and to prepare the liquidation accounts in accordance with relevant statutory and regulatory requirements. He will select and apply relevant accounting methods. This also includes faithfully reporting liquidation transactions in the liquidation report in accordance with the liquidation accounts according to article 151 of the Law.

That the liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148 bis of the Law, including those one provided by the article 145.

As a consequence, no further authorization will be required to accomplish all the acts provided in article 145.

The liquidator, without prejudice to the rights of any preferred creditors and mortgages and to the payment of liquidation debts, will pay all of the Company's claims, whether matured or unmatured, proportionately, in accordance with the provisions of relevant legislation according to article 147 of the Law.

That it may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers that it determines and for the period that it will fix.

That the liquidator will suggest completing the liquidation and making a final payment to the shareholder, if any, in accordance with article 151.

That the liquidator will ensure that the information relating to the completion of the liquidation process is published and ensure that the required steps are taken to complete the liquidation.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to grant full and total discharge to the Company's sole manager for the accomplishment of its mandate until today.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-huit septembre,

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette, Grand-duché de Luxembourg,

A comparu:

Teal Corby S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 78060,

Ici représentée par Madame Sophie Henryon, employée privée, demeurant professionnellement au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La dite procuration signée «ne varietur» par la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Teal 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, ayant un capital social de quinze mille livres Sterling (15.000 GBP) représenté par quinze (15) parts sociales, de mille livres Sterling (1.000 GBP) chacune, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 69899, constituée par acte notarié en date du 10 mai 1999 par Maître Frank BADEN, notaire résidant à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 576 en date du 27 juillet 1999 (la «Société»). Les statuts ont été modifiés en dernier lieu par acte du notaire Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, en date du 9 février 2012, tel que publié le 17 avril 2012 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 992.

La comparante, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

En conformité avec la loi du Grand-duché de Luxembourg du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'Associé Unique décide la dissolution et la mise en liquidation de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide et résout:

Que BRE/Management 6 S.A., une société anonyme luxembourgeoise, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 164777, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, est nommé en qualité de liquidateur dans le but de liquider les affaires de la Société.

Que le liquidateur a, outre les pouvoirs et les obligations prévus par la Loi, le pouvoir de réaliser les actifs, de payer les créanciers et de distribuer à l'Associé Unique, en espèce ou en nature, tout ou partie des avoirs restant de la Société (qu'ils soient constitués de biens identiques ou non).

Que le liquidateur a le pouvoir de payer intégralement toutes les classes de créanciers et de procéder à tout compromis ou arrangement avec des créanciers ou des personnes déclarant être créancières, ou ayant ou alléguant avoir une créance présente ou future, certaine ou éventuelle, établie ou probable, de dommages et intérêts contre la Société, ou par laquelle la Société peut être tenue responsable.

Que le liquidateur a le pouvoir de demander à l'Associé Unique ou d'autres débiteurs qu'ils paient les sommes qu'ils s'engagent à verser ou à la Société et d'obtenir le paiement des sommes dues.

Que le liquidateur a le pouvoir de payer les sommes dues aux créanciers lorsque ces sommes n'ont pas été payées.

Que le liquidateur a le pouvoir de prendre tous les mesures nécessaires afin de mettre la Société en conformité avec la législation luxembourgeoise. Cela comprend, mais sans s'y limiter, le dépôt des déclarations fiscales et le paiement des impôts et les cotisations jusqu'à l'année de clôture de la liquidation.

Que le liquidateur a le pouvoir de terminer tout contrat ou engagement en cours et de conclure des accords avec des fournisseurs aux fins de liquidation.

Que le liquidateur a le pouvoir de transférer, sous-contracter ou déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs.

Que le liquidateur a le pouvoir de mener des missions accessoires qui peuvent être nécessaires et utiles aux fins de liquidation.

Que le liquidateur a le pouvoir de prendre toute mesure conservatoire ou toute mesure administrative dans le cadre de la liquidation de la Société.

Que le liquidateur peut convoquer une assemblée générale de la Société à son siège social ou à tout autre endroit approprié dans le Grand-duché.

Que le liquidateur fera un rapport à l'assemblée générale sur l'utilisation des actifs de la Société et présentera la comptabilité et documents d'appui, afin de maintenir la documentation comptable et de préparer les comptes de liquidation conformément avec les exigences légales et réglementaires. Il sélectionnera et appliquera les méthodes comptables applicables. Cela comprend aussi fidèlement la déclaration des opérations de liquidation dans le rapport de liquidation conformément à la liquidation des comptes selon l'article 151 de la Loi.

Que le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la Loi, y compris ceux détaillés dans l'article 145.

En conséquence, aucune autorisation supplémentaire pour accomplir les actions prévues à l'article 145 ne sera nécessaire.

Que le liquidateur, sans préjudice des droits des créanciers privilégiés et hypothécaires, payera toutes les dettes de la Société, proportionnellement et sans distinction entre les dettes exigibles et les dettes non exigibles, en conformité avec l'Article 147 de la Loi.

Qu'il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Que le liquidateur suggérera l'achèvement de la liquidation et le paiement final à l'Associé, si besoin, conformément à l'article 151.

Que le liquidateur s'assurera que les informations relatives à l'accomplissement de la procédure de liquidation seront publiées et veillera à ce que les mesures requises soient prises afin de clôturer la liquidation.

Troisième résolution

L'Associé Unique de la Société donne pleine et entière décharge au gérant unique de la Société pour l'exercice de son mandat jusqu'à aujourd'hui.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, FAIT ET PASSÉ à Esch-Sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par nom, prénom, état civil et lieu de résidence, ledit mandataire signe ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 22 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12684. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014150433/172.

(140171135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Neurato Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 97.975.

En date du 6 janvier 2014, et avec effet au 14 janvier 2014, Sanjeev Jewootah, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de classe B, de la société NEURATO INVESTMENTS S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 97975

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

Mandaté par le démissionnaire

Référence de publication: 2014152254/14.

(140173696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Tyco Electronics Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 17, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 140.359.

Avec effet au 30 septembre 2014, Anne-Marie Nicolas n'est plus gérant de la Société.

Le conseil de gérance est désormais composé comme suit:

- Harold G. Barksdale,
- Juerg Frischknecht,
- Jürg Giraudi,
- Thomas Ernst,
- Fabienne Roger-Eck, et
- Magnus Svensson.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Tyco Electronics Finance S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014153197/20.

(140175036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.
